

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 mai 2024

Objet n° 27 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Echevine; M. Frederic Nimal, Echevin; Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, M. Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Echevin; Mme Claire Geraets, MM. Emel Dogancan, Yuri De Belder, Anthony Baert, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Ibrahim Donmez, Mme Lorraine De Fierlant, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement Général de Police - Modifications techniques Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 38 voix contre 2 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mai 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune de Schaerbeek ;

Vu la loi du 11 décembre 2023 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la Nouvelle Loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que le système des sanctions administratives communales a été conçu afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes ; que celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités.

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public;

Que depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013 les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et de faciliter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Considérant que la loi du 11 décembre 2023, entrée en vigueur le 8 janvier 2024, a apporté des modifications techniques à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives qui nécessitent de modifier certains articles du règlement général de police :

1. À l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "Collège des Bourgmestre et Echevins" ;
- les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique" sont remplacés par les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée "loi SAC", ou toute autre réglementation spécifique".

2. À l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :

- dans le paragraphe 1er, 3°, les mots "le retrait administratif" sont remplacés par les mots "l'abrogation administrative" ;
- dans le paragraphe 2, les mots "350 euros" sont remplacés par les mots "500 euros".

3. Aux articles 5 et 6, les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales" sont remplacés par les mots "la loi SAC".

4. À l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :

- dans les paragraphes 1er et 2, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
- dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".

5. À l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :

- dans le paragraphe 1er, les mots "au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur" sont remplacés par "à chaque titulaire qui a l'autorité parentale sur le mineur";
- dans les paragraphes 1er, 2 et 3, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
- dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".

6. À l'article 9, §1er, les mots "de retrait" sont remplacés par les mots "d'abrogation".

7. L'article 120 est remplacé par ce qui suit :

- "Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi SAC".

8. L'article 121 est remplacé par ce qui suit :

- "Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi".

9. À l'article 122, les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales" sont remplacés par les mots "la loi SAC".

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE

Article 1er - Adopter les modifications techniques au Règlement Général de Police de la commune de Schaerbeek et sa version consolidée tel que repris en annexe à l'arrêté.

Article 2 - Le Règlement entre en vigueur le 1er juin 2024.

Règlement général de police.

1. DISPOSITIONS GENERALES

Section 1. Champ d'application et définitions

Article 1.

§1. Le présent règlement s'applique à l'espace public et à tout espace accessible au public. Il s'applique également à l'espace privé lorsque la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique sont compromises par des situations y trouvant leur origine.

§2. Il s'applique sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur dont les règlements fiscaux communaux.

§3. Pour l'application du présent règlement, on entend par « espace public » :

1. La voie publique, en ce compris la chaussée, les accotements et les trottoirs, les bermes centrales, et tous leurs accessoires tels que les égouts et caniveaux, les abords de la voirie, les pistes cyclables, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, et de manière générale, toute voie ouverte à la circulation publique même si son assiette se trouve sur une propriété privée.
2. Les emplacements publics établis en tant que dépendances de la voie publique et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux promenades et aux marchés, les autres aménagements et espaces verts tels que les squares, les parcs communaux et régionaux, les jardins publics, et tout espace comportant un élément végétal, les plaines et aires de jeu, les cimetières, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public et d'une manière générale toute portion de l'espace public située hors voirie, ouverte à la circulation des personnes et affectée, en ordre principal, à la promenade, à la détente ou à l'embellissement.
3. Les gares, les stations de métro, l'intérieur et l'extérieur des véhicules de transport en commun affectés au transport des personnes et circulant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, les quais, les arrêts et les autres accessoires des transports en commun qu'ils soient souterrains ou en plein air.
4. Les rebords de fenêtres et les seuils de portes donnant sur la voirie.

§4. Sur le territoire de la Ville de Bruxelles, la Zone Neutre est la partie de la Ville de Bruxelles qui a été délimitée par la loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution.

§5. Pour l'application du présent règlement, la notion d'espace accessible au public comprend outre les espaces réels, les espaces virtuels accessibles au public tels que les comptes des réseaux sociaux, forums ou autres plateformes numériques n'étant pas limités à un nombre restreint de personnes partageant une communauté d'intérêts.

Article 2.

§1. Pour les communes de Jette, Molenbeek-Saint-Jean, Ganshoren, Evere, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Ixelles, Bruxelles-Ville, Watermael-Boitsfort, Forest, Auderghem, Anderlecht, Saint-Gilles, Schaerbeek, Saint-Josse-Ten-Noode et Uccle : le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins 16 ans accomplis au moment des faits.

§2. Pour les communes de Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe, Etterbeek : le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins 14 ans accomplis au moment des faits.

§3. Pour l'application du présent règlement, on entend par « mineur », toute personne âgée d'au moins 14 ou 16 ans accomplis au moment des faits conformément aux paragraphes 1 et 2 et n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Article 3.

Par autorité compétente, il y a lieu d'entendre, au niveau communal, le Collège des Bourgmestre et Echevins, le bourgmestre ou le fonctionnaire sanctionnateur, chacun dans le cadre des compétences respectives qui leur sont conférées par l'article 135 de la nouvelle loi communale et la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée "loi SAC", ou toute autre réglementation spécifique.

Section 2. Sanctions administratives et mesures alternatives

Article 4.

§1. Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement peut être puni des sanctions suivantes:

1. une amende administrative ;
2. une suspension administrative de l'autorisation ou permission ;
3. l'abrogation administrative de l'autorisation ou permission ;
4. une fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§2. Sans préjudice des dispositions prévues au chapitre « Arrêt et stationnement » du présent règlement ou de toute autre réglementation spécifique, cette amende administrative ne peut excéder la somme de 500 euros ou 175 euros, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

§3. Quiconque a enfreint les dispositions du présent règlement doit aussi- tôt régulariser la situation et remettre les choses en état de manière à se conformer au prescrit de la disposition concernée. Pour ce faire, il suivra les éventuelles recommandations de l'autorité compétente. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 5.

Conformément à la loi SAC, les sanctions administratives et mesures alternatives établies par le présent règlement peuvent être augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une sanction sans qu'il puisse être dérogé aux montants visés à l'article 4.

Article 6.

Conformément à la loi SAC et sans préjudice des dispositions prévues au chapitre « Arrêt et stationnement » du présent règlement, les sanctions et les mesures alternatives décidées par le fonctionnaire sanctionnateur en application du présent règlement sont proportionnées à la gravité des faits qui les motivent.

Article 7.

§1. Prestation citoyenne.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits. Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi SAC.

§2. Médiation SAC.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun et qu'une victime a été identifiée dans le cadre de la procédure administrative, proposer une médiation SAC au contrevenant, ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits. Cette médiation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi SAC.

Article 8.

§1. Implication parentale.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une procédure d'implication parentale à chaque titulaire qui a l'autorité parentale sur le mineur tel que défini à l'article 2.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi SAC.

§2. Médiation SAC pour les mineurs. Le fonctionnaire sanctionnateur propose une médiation SAC au contrevenant mineur tel que défini à l'article 2 du présent règlement. Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi SAC.

§3. Prestation citoyenne pour les mineurs. En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation SAC, le fonctionnaire sanctionnateur peut lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant mineur tel que défini à l'article 2 du présent règlement. Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi SAC.

Section 3. Autorisations

Article 9.

§1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées selon une procédure fixée par l'autorité compétente. Elles sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être retirées à tout moment par l'autorité compétente lorsque l'intérêt général l'exige. Elles peuvent aussi être suspendues, retirées ou non renouvelées par l'autorité compétente lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou ne respecte pas les prescriptions de l'acte d'autorisation. Dans les cas de suspension, d'abrogation ou de non-renouvellement d'autorisations visées au présent article, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

§2. Tout bénéficiaire d'une autorisation délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer strictement les conditions et de veiller à ce que l'objet de celle-ci ne puisse ni nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée par l'autorité compétente.

Section 4. Interdiction temporaire de lieu

Article 10.

§1. Il y a lieu de se conformer à toute interdiction temporaire de lieu que le bourgmestre peut prononcer en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'événements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité. Cette interdiction temporaire de lieu peut être prononcée pour une durée d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

§2. Par «interdiction temporaire de lieu», on entend l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public. Est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant.

Section 5. Injonctions et manque de respect

Article 11.

Toute personne se trouvant dans l'espace public tel que défini à l'article 1er ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités à :

1. Maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publiques ;
2. Faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril ;
3. Faire respecter les lois, règlements et arrêtés. Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police ou un agent habilité y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

Article 12.

Il est interdit de manquer de respect ou de se montrer agressif de quelque façon que ce soit (par paroles, actes, gestes, écrits, etc.) envers toute personne habilitée à faire respecter les lois et les règlements ainsi qu'envers tout agent dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou en raison de sa seule qualité d'agent communal.

Section 6. Responsabilité civile

Article 13.

Toute personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

2. PROPRETÉ ET SALUBRITÉ PUBLIQUES

Section 1. Propreté de l'espace public

Article 14.

§1. Il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique ;

2. tout élément du mobilier urbain ;
3. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public ;
4. les édifices publics et les propriétés privées, en ce compris les façades, murets, grilles, éléments divers de construction qui bordent l'espace public.

§2. Sont notamment visés l'abandon ou le jet de mégots de cigarettes, de canettes, de bouteilles en plastique ou en verre, de tout papier quelconque, de tout déchet alimentaire, etc. Il est interdit de vider son cendrier en tout lieu de l'espace public.

Article 15.

Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Article 16.

Sauf autorisation préalable de l'autorité compétente et sans préjudice de l'article 120 du présent règlement qui interdit les graffitis, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription sur l'espace public au moyen de quelque produit ou procédé que ce soit en ce compris au moyen d'un nettoyeur haute pression.

Article 17.

§1. L'exploitant d'un commerce ou d'un établissement accessible au public, le commerçant ambulant ou toute personne autorisée à effectuer des ventes sur l'espace public est responsable du maintien en état de propreté de l'espace public aux abords immédiats dudit commerce ou établissement.

§2. Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement et à l'extérieur s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ne soit pas sali par leurs clients. A cette fin, ils doivent mettre à disposition suffisamment de poubelles, clairement visibles et bien accessibles, vider et entretenir ces récipients régulièrement, enlever les déchets sauvages provenant de leur commerce et nettoyer la proximité immédiate de leur commerce.

§3. Le nettoyage sera effectué par les soins de l'autorité compétente aux frais du marchand/établissement si celui-ci néglige de se conformer aux dispositions du présent article. Cette disposition s'applique tant au commerce ambulant ou échoppe qu'au commerce installé à demeure, tels que friterie et commerce de restauration rapide.

§4. En outre, les établissements du secteur d'activités de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés (horeca) doivent être pourvus de cendriers en nombre suffisant par rapport au nombre de personnes qui fument à leurs abords.

Article 18.

§1. Tout immeuble qui n'est pas destiné exclusivement au logement (comme par exemple les immeubles avec bureaux, les établissements « horeca », les centres commerciaux, etc.) doit être pourvu, au rez-de-chaussée, de cendriers en nombre suffisant par rapport au nombre de personnes qui fument aux abords de cet immeuble.

Le(s) propriétaire(s) ou occupant(s) veillera(ont) à l'entretien de ces cendriers et s'assurera(ont) que l'espace public aux abords de cet immeuble ne soit pas souillé par les personnes qui le fréquentent (comme par exemple les clients et membres du personnel).

§2. A cette fin, il(s) pourra (ont), le cas échéant, être tenu(s) par l'autorité compétente de mettre à disposition une poubelle dont il(s) veillera(ont) à l'entretien. Le nettoyage sera effectué par les soins de l'autorité compétente aux frais du (des) propriétaire(s) ou occupant(s) si celui-ci ou ceux-ci néglige(nt) de se conformer aux dispositions du présent article.

§3. Le(s) propriétaire(s) ou occupant(s) de tout immeuble destiné à une activité commerciale autre que celles visées au §1er veille(nt), par tous les moyens appropriés, à ce que l'espace public, aux abords de cet immeuble, ne soit pas souillé par les personnes qui le fréquentent (clients et membres du personnel).

Article 19.

Il est interdit de laisser ouvert, de déplacer ou de détériorer les sacs poubelles, les cartons, les récipients et les conteneurs ainsi que de fouiller et de répandre leur contenu sur l'espace public.

Article 20.

Il est défendu d'évacuer vers l'extérieur le produit du balayage depuis l'intérieur des chantiers, propriétés privées et des édifices publics.

Article 21.

Il est interdit de battre ou de secouer tout objet pouvant provoquer des poussières à tout endroit de l'espace public et/ou au-dessus de celui-ci, sur les terrains non bâtis à moins de 100 mètres des habitations, à partir de n'importe quelle partie des immeubles.

Section 2. Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

Article 22.

§1. Les passages, trottoirs et accotements des immeubles habités ou non ainsi que les façades, murets, grilles, pieds d'arbres et éléments divers de construction qui bordent l'espace public doivent être entretenus et maintenus en bon état de propreté. Cette obligation incombe solidairement : au propriétaire, au copropriétaire, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, au locataire, au concierge, au portier, au gardien et aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux.

§2. Cette obligation vise à maintenir la praticabilité et le bon état des passages, trottoirs et accotements ainsi que la sécurité des piétons, entre autres via l'enlèvement de matériaux et/ou produits salissants et/ou glissants et le contrôle de la végétation conformément à la législation régionale et à l'article 48 du présent règlement. La conservation en bon état des trottoirs et accotements suppose également le ramassage des feuilles mortes ainsi que le balayage et l'entretien conformément à la législation en vigueur, des trottoirs enneigés ou verglacés afin de les rendre non-glissants.

§3. Les trottoirs et accotements ne peuvent être entretenus qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité du passage et la tranquillité publique.

§4. Cette obligation ne s'applique pas sur les parties de l'espace public où on aura répandu du sable pour consolider le pavé.

Article 23.

Il est interdit de planter, de semer, de détenir, de distribuer et de transporter à l'air libre des plantes invasives et/ou envahissantes.

Ces plantes sont des espèces qui ont tendance à se propager ou à se répandre en grand nombre, de manière excessive ou menaçante pour la préservation de la diversité biologique, dont notamment : la berce du Caucase (*Heracleum mantegazzianum*), la balsamine de l'Himalaya (*Impatiens glandulifera*), les renouées asiatiques (*Fallopia* spp), le cerisier tardif (*Prunus serotina*) et le buddleia (*Buddleja davidii*). En aucun cas, des résidus de ces plantes ne pourront être introduits dans un compost.

Article 24.

§1. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble doivent maintenir ceux-

ci ainsi que les biens meubles et les installations dont ils sont équipés, en parfait état de conservation, d'entretien ou de fonctionnement sur le plan de la salubrité, de la propreté et de la sécurité et respecter les règles élémentaires d'hygiène.

Section 3. Salubrité des constructions et terrains

Article 25.

§1. Le bon état des terrains non-bâties, des parties non-bâties des propriétés ainsi que des immeubles en construction doit être assuré en tout temps, ce qui emporte l'interdiction d'abandonner, de déposer, de suspendre ou de maintenir toute matière incommode ou objet de nature à porter atteinte à la salubrité ou la sécurité publiques.

Il y a également lieu de veiller :

- à ce que la végétation qui y pousse et notamment les plantes invasives ne menacent pas la propreté ni la sécurité publiques ;
- à ce qu'il n'y ait pas déversement de dépôts clandestins et que les déchets soient enlevés.

Cette obligation incombe à tout propriétaire, locataire, occupant ou responsable quelconque d'un terrain bâti ou non bâti.

§2. Il est interdit de constituer sur les terrains visés au §1 des dépôts même provisoires et d'y déposer ou d'y abandonner des décombres, des briquillons, des débris, des conteneurs, des machines, des véhicules, des immondices, des matières ou des objets quelconques susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement ou d'incommoder le voisinage.

§3. Pour des raisons de propreté ou de salubrité, afin d'éviter notamment tout dépôt clandestin, l'autorité compétente peut imposer au titulaire d'un droit réel sur un terrain non-bâti :

- de clôturer ledit terrain ;
- de prendre toutes les mesures utiles afin de prévenir et mettre fin à la prolifération d'animaux et d'organismes nuisibles sans préjudice de la législation en vigueur notamment concernant la conservation de la nature.

Les clôtures et/ou palissades devront être tenues en permanence en parfait état afin de ne présenter aucun danger.

Section 4. Plans d'eau, voies d'eau, canalisations

Article 26.

§1. Il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public, depuis les propriétés privées ou dans le cadre d'un chantier quelconque, les eaux de quelque nature que ce soit telles que les eaux pluviales, ménagères, usées ainsi que des matières insalubres.

§2. Il est interdit d'obstruer les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées ou au fonctionnement des fontaines. Il est également interdit d'y déverser des immondices, huiles, boues, sables, toutes matières, objets, animaux morts ou substances quelconques pouvant provoquer une obstruction des conduits.

§3. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public et d'y effectuer des raccordements. Il est également interdit de procéder à toute ouverture ou enlèvement des vannes d'égouts placées dans l'espace public. L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

Article 27.

§1. Il est interdit de souiller de quelque façon que ce soit les voies d'eaux, rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines et égouts. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit de s'y baigner, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit.

§2. Il est également interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces et voies d'eau, égouts et avaloirs d'égouts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Section 5. Évacuation de déchets

Article 28.

§1. Les ordures ménagères et les objets ou matières destinées aux collectes sélectives organisées par la Région doivent être présentés à la collecte selon les prescriptions de l'Agence Bruxelles-Propreté ou de tout organisme agréé (horaire, lieu, type de contenant, etc.).

§2. Les habitants autorisés par la législation à faire usage de conteneurs agréés ne peuvent les sortir qu'en respect des prescriptions fixées par l'Agence Bruxelles-Propreté ou tout organisme agréé. Les conteneurs doivent être rentrés au sein de leur immeuble, directement après la collecte des immondices. Ils doivent être maintenus en bon état de propreté intérieure comme extérieure.

§3. Si le service d'enlèvement d'immondices n'a pas récolté les déchets aux heures prévues, il appartient à chacun de rentrer ses déchets et/ou de prouver avoir pris contact dans les 24 heures avec le service de propreté communal ou régional afin de signaler le problème.

§4. Il sera veillé à ce que les sacs ou récipients contenant les déchets ménagers soient fermés et ne puissent être la source de nuisances ni de souillures et qu'ils ne puissent attirer les animaux. A cet effet, est autorisée l'utilisation de contenants rigides, d'une capacité de +/- 80 litres, ronds, de forme évasée et d'une hauteur de +/- 50cm. Ce contenant devra être présenté à la collecte sans couvercle.

§5. Les sacs, conteneurs et déchets présentés à la collecte selon les prescriptions de l'Agence Bruxelles-Propreté ou de tout organisme agréé sont déposés sur le trottoir ou l'accotement le long de la façade, de préférence à proximité immédiate de la porte d'entrée de l'habitation. Ils doivent être déposés de façon à être parfaitement visibles de la rue et à ne pas entraver le passage. Il est strictement interdit de déposer ses déchets devant la façade de ses voisins ou d'une autre habitation de la même rue et a fortiori dans une autre rue. Il est interdit de les déposer ou de les abandonner notamment autour et dans les bacs à fleurs, dans les contours d'arbres, sous les arbres, autour des bulles à verre, autour de tout autre dispositif placé sur l'espace public.

§6. Il est interdit de déposer des déchets ménagers dans et autour des poubelles publiques.

Article 29.

§1. L'utilisation de conteneurs disposés sur l'espace public par l'autorité compétente ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes, déchets ou objets que celle-ci a déterminés.

§2. Les emplacements réservés par la commune pour récolter les objets encombrants et/ou les déchets verts sont réservés aux habitants de celle-ci ou des communes associées expressément. Sont exclus les déchets ménagers, recyclables, chimiques et de construction. Les emplacements doivent être tenus en parfait état de propreté. On entend par « déchets verts » les déchets végétaux issus de l'entretien des jardins et espaces verts : gazon, feuilles mortes, tailles d'arbres et d'arbustes, résidus de plantations et branchages. Le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

Article 30.

§1. Tout détenteur, personnes physiques ou morales (les commerçants, les entreprises, les indépendants, les associations etc.), de

déchets non dangereux, autres que ménagers, sont tenus de respecter les prescriptions des réglementations régionales relatives à la gestion de leurs déchets.

§2. Les personnes ayant conclu une convention avec une société pour l'enlèvement de leurs déchets, non dangereux, autres que ménagers doivent indiquer dans cette convention les jours et heures d'enlèvement. Elles veilleront également à ce que les sacs ou récipients contenant ces immondices ne puissent être la source de nuisances ni de souillures et qu'ils ne puissent attirer les animaux. Par ailleurs, les récipients doivent être maintenus en bon état de propreté intérieure et extérieure. Cette convention devra être produite à la première demande de l'autorité compétente.

§3. Lorsque l'enlèvement a lieu le matin, les sacs ou récipients seront déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion. Lorsque l'enlèvement est effectué en soirée, les sacs ou récipients seront déposés le jour même, après 18 heures et avant le passage du camion de collecte.

Lorsque les déchets sont collectés l'après-midi, les sacs sont déposés le matin même avant 12 heures.

L'administration communale peut modifier les heures de dépôt des sacs ou récipients pour déchets du présent article lorsque celles-ci ne correspondent pas avec les impératifs tirés de la sécurité, de la tranquillité, de la propreté ou de la santé publiques.

Article 31.

La vidange des fosses d'aisance et fosses septiques, le transport et l'évacuation de leur contenu ne peuvent se faire que par une entreprise agréée selon la réglementation en la matière.

Section 6. Entretien et nettoyage des véhicules

Article 32.

§1. Il est interdit de procéder ou de faire procéder sur l'espace public à des travaux d'entretien, de carrosserie, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défectuosité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

§2. Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport en commun de personnes, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité, la commodité de passage et la tranquillité publique ; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22 heures et 7 heures. En outre, par temps de gel, cette activité ne peut être réalisée que pour autant qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité de passage des personnes et des véhicules. Les travaux de lavage ou de nettoyage s'effectueront devant l'immeuble occupé par le propriétaire du véhicule ou devant son garage. A défaut, l'endroit choisi ne pourra nuire en aucune manière au voisinage et à la tranquillité publique.

§3. Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations autorisées de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Section 7. Feux, fumées, poussières et odeurs

Article 33.

§1. Il est interdit d'incommoder le voisinage par des fumées, odeurs, suie ou émanations quelconques ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit de faire du feu en extérieur, en dehors des immeubles bâtis, et de détruire par combustion en plein air tout déchet et objet de rebut, en ce compris les déchets verts et les déchets ménagers organiques.

§3. Les barbecues sont autorisés dans les cours, jardins, terrasses privés uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles, adaptés à la configuration des lieux, et pour autant qu'ils ne représentent pas un risque pour la sécurité et qu'ils n'incommodent pas le voisinage.

§4. Sauf autorisation de l'autorité compétente, les barbecues sont interdits sur l'espace public.

Section 8. Logements et campements

Article 34.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger, dormir ou de camper pendant plus de 24 heures consécutives, dans une voiture, une caravane, un motor-home, ou un véhicule aménagé à cet effet.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit d'utiliser comme logement des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes ou motor-homes, pendant plus de 24 heures consécutives sur un terrain privé.

Section 9. Lutte contre les animaux nuisibles et/ou dangereux

Article 35.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente et à l'exception des aliments destinés aux oiseaux, autres que les pigeons, en temps de gel, il est interdit d'abandonner, de déposer, de suspendre ou de jeter sur l'espace public, bassins et étangs inclus, toute matière quelconque destinée au nourrissage des animaux en ce compris chats, chiens, canards, poissons, pigeons, oies.

§2. La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble, lorsque cette pratique est susceptible :

- de constituer une gêne pour le voisinage ou pour la propreté, la salubrité et la sécurité publiques;
- d'attirer insectes, rongeurs et oiseaux ;
- de causer un dommage au patrimoine et au bâti existant.

§3. Moyennant autorisation de l'autorité compétente, aux endroits déterminés par celle-ci, le nourrissage des chats errants est autorisé dans le cadre de programmes de stérilisation de ces derniers.

Article 36.

Sans préjudice de la législation existante concernant notamment la conservation de la nature, les propriétaires, gérants ou locataires d'immeubles doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, c'est-à-dire notamment obstruer les orifices, faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés, prévenir et mettre fin à la prolifération d'animaux et d'organismes nuisibles (tels rats, cafards, etc.), si nécessaire en faisant appel à des services spécialisés et/ou officiels.

Sans préjudice de la législation existante concernant notamment la conservation de la nature, les propriétaires ont en outre l'obligation de faire enlever les nids de guêpes sociales, d'abeilles sociales ou toute autre nidification sauvage si ceux-ci causent une nuisance quelconque. A défaut, l'enlèvement sera effectué d'office par l'autorité compétente et ce, à leurs frais, risques et périls.

Section 10. Mesures de prophylaxie

Article 37.

§1. L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public est interdit aux personnes:

- se trouvant en état de malpropreté manifeste ;
- atteintes soit d'une maladie contagieuse, soit d'une blessure non cicatrisée ou couverte par un pansement, soit d'une affection dermatologique accompagnée d'éruptions cutanées ou présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifié ;
- se trouvant sous l'influence manifeste d'alcool, de drogue ou de médicaments.

§2. La personne se présentant dans l'une des situations décrites ci-dessus devra obéir à la première demande du préposé lui enjoignant de ne pas pénétrer dans les lieux ou d'en sortir. Elle pourra, en outre, être expulsée, au besoin par la contrainte, par les services de police.

Section 11. Affichage

Article 38.

§1. Sans préjudice des dispositions du Règlement Régional d'Urbanisme et des dispositions existantes en ces matières propres aux domaines, matériel et équipement des sociétés de transport en commun, il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller notamment des affiches, tracts, autocollants, papillons ou des flèches directionnelles à tout endroit de l'espace public ou à tout endroit, à ciel ouvert, visible de l'espace public, sans en avoir reçu l'autorisation de l'autorité compétente et du propriétaire des lieux ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par l'autorité compétente dans l'acte d'autorisation.

§2. Sur simple demande de l'autorité compétente, tout éditeur responsable d'affiches, tracts, autocollants ou papillons visés à l'alinéa précédent peut être invité à communiquer, endéans les 15 jours de la demande, l'identité de la ou des personnes physiques ou morales chargées de la diffusion de la publication.

§3. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, les affiches à caractère électoral peuvent être apposées aux endroits déterminés par l'autorité compétente, selon les conditions que celle-ci détermine.

§4. Les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés.

A défaut, l'autorité procédera d'office, aux frais, risques et périls du contrevenant, à leur enlèvement.

Article 39.

§1. Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, déchirer, altérer ou enlever les affiches, tracts, papillons, flèches directionnelles ou les autocollants apposés avec l'autorisation de l'autorité, du propriétaire ou de l'occupant des lieux.

§2. Tout immeuble frappé d'un arrêté de police de l'autorité administrative fait l'objet d'un affichage ad hoc sur un de ses murs ou porte visible et lisible depuis l'espace public. Le propriétaire du bien est responsable du maintien en l'état de cet affichage. En cas d'enlèvement ou de dégradation du document, il doit procéder sans délais à son remplacement.

Article 40.

Le bailleur ou mandataire du bailleur qui, dans toute communication publique ou officielle relative à la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large, n'a pas annoncé le montant du loyer demandé et celui des charges communes pourra, conformément à l'article 217, §2 du Code bruxellois du Logement, faire l'objet d'une amende administrative d'un montant de 50 à 200 euros.

3. SECURITE PUBLIQUE

Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges

Article 41.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit d'organiser, de provoquer ou de participer à des attroupements, manifestations, émeutes ou cortèges de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les usagers de l'espace public.

Article 42.

Tout rassemblement, manifestation, animation ou cortège, de quelque nature que ce soit, dans l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation de l'autorité compétente.

Section 2. Activités incommodes ou dangereuses

Article 43.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de se livrer sur l'espace public, dans les lieux accessibles au public et dans les propriétés privées à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, telle que :

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ;
2. exposer ou abandonner des choses de nature à nuire par leur présence, leur chute ou par des exhalaisons insalubres ;
3. laisser tout objet pouvant servir à toute personne mal intentionnée à menacer la sécurité des personnes et des biens ;
4. faire usage d'armes à feu, à air comprimé, à gaz, à jet tels que arcs et arbalètes excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir ;
5. faire usage de pièces d'artifice et de pétards ;
6. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques ;
7. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants ;
8. se livrer à des prestations artistiques dangereuses ;
9. réaliser tous travaux quelconques ;
10. émettre ou projeter, soit directement, soit par la réflexion de faisceaux lumineux, de la lumière laser ou assimilée pouvant provoquer tout éblouissement de quelque nature que ce soit. Les armes, munitions, pétards ou pièces d'artifices utilisés en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisis. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.
11. utiliser ou posséder, à des fins récréatives, certaines substances dangereuses comme le gaz hilarant.

Article 44.

Il est interdit dans l'espace public :

- d'entraver, même partiellement, l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés ;
- d'entraver, même partiellement, la progression des passants ;

- d'entraver la progression des personnes déficientes visuelles sur les dalles podotactiles et/ou lignes de guidage ;
- de se montrer menaçant ;
- sauf autorisation de l'autorité compétente, d'exercer une activité quelconque sur la voie carrossable.

En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement le comportement incommode ou l'activité.

Article 45.

Sans préjudice des autres réglementations applicables, l'usage de tout moyen de locomotion tel que trottinettes, patins à roulettes, planches à roulettes, tonneaux, traîneaux, hoverboard, mono-roue, n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons et autres usagers ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Article 46.

§1er. Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur l'espace public :

- les collectes, les ventes-collectes et les ventes telles que celles de porte à porte, la collecte d'étrennes;
- les divertissements quelconques, tels que les expositions, tournages, foires commerciales ou d'exposition, fêtes, bals, exhibitions, spectacles, karaokés ou illuminations ;
- les arts divinatoires ;
- les jeux de loterie ou de hasard.

§2. En cas d'infraction, seront, en outre, saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils de jeux ou de loteries, ainsi que les enjeux, denrées, objets ou lots proposés.

Article 47.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdites sur l'espace public, les activités de transport de personnes, lorsqu'elles visent une clientèle de touristes de passage ou celles organisées dans le cadre d'activités festives ou commerciales se déroulant sur le territoire de la commune, avec embarquement de personnes sur le territoire de la commune, au moyen de véhicules motorisés ou non, d'attelages ou au moyen d'un animal monté. Cette dernière disposition ne vise toutefois pas les transports publics en commun et les taxis ou les voitures avec chauffeur.

Article 48.

Sans préjudice de la législation en vigueur, il est interdit de répandre toute forme quelconque de pesticide sur l'espace public.

Article 49.

Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, divertissement ou réunion quelconque sur l'espace public autorisé par l'autorité compétente, ainsi que tout événement dans les salles de spectacles, de fêtes, de concerts, de sport ou de rassemblements philosophiques ou religieux. L'accès de la scène est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par son service. Il est interdit au public des salles de spectacles, de fêtes, de concerts ou de sport :

1. de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
2. de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits ;
3. de mettre en danger par son comportement la stabilité et/ou la sécurité des installations ou des lieux;
4. de troubler autrement le spectacle, la fête ou le concert.

Section 3. Journée sans voiture

Article 50.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, la circulation automobile est interdite lors de « la journée sans voiture ».

§2. Par circulation automobile, on entend la circulation des véhicules à moteur au sens de l'article 2.16 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

§3. La date et les modalités de la journée sans voiture sont arrêtées dans une ordonnance de police temporaire.

Section 4. Ventes et distributions sur l'espace public

Article 51.

§1. L'activité des distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques ne peut troubler l'ordre public ni entraver la circulation.

§2. Les personnes se livrant aux occupations de crieur, de vendeur ou de distributeur de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les rues et autres lieux publics ne peuvent sans autorisation préalable utiliser du matériel pour l'exercice de cette activité, sans préjudice de la réglementation sur les marchés publics et commerces ambulants.

§3. Les distributeurs et/ou vendeurs sont tenus de ramasser les imprimés qui seraient jetés par le public aux abords immédiats de l'endroit où la distribution et/ou la vente a lieu.

§4. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, échantillons publicitaires, d'imprimés, de photos, de dessins ou de réclames quelconques :

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur l'espace public, sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ou de les accrocher aux saillies ou éléments de quincaillerie tels que clenches ou poignées de porte, structures en fer forgé. Les imprimés publicitaires toutes-boîtes doivent obligatoirement être glissés dans les boîtes aux lettres ;
- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. dans les immeubles à l'abandon ainsi que dans les boîtes aux lettres sans numéro ;
- d'apposer ou de faire apposer, sans autorisation du propriétaire ou de l'utilisateur, des imprimés publicitaires sur les véhicules ;
- de faire usage d'un haut-parleur ;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

§5. Sont notamment compris dans la notion de matériel pour la présente disposition : les stands, les charrettes ou tout autre matériel pouvant constituer une entrave pour les passants, provoquer des nuisances en termes de propreté publique ou s'apparenter à une appropriation de l'espace public sans autorisation.

§6. Sur le territoire de la Ville de Bruxelles et Ixelles, sauf autorisation spécifique de l'autorité compétente, sont totalement interdites la vente et la distribution :

1. dans la zone neutre ;
2. dans la zone de protection du patrimoine définie par l'UNESCO autour de la Grand Place et délimitée, en les incluant, par : les rues du Midi et Henri Maus, la place de la Bourse, les rues de la Bourse, Tabora, des Fripiers, de l'Ecuyer, d'Arenberg, de la Montagne, la place Agora, les rues de la Madeleine, Duquesnoy, la place Saint-Jean et la rue du Lombard ;
3. place du Congrès, place Poelaert, place Royale et Parvis Notre-Dame, ainsi que dans une aire de 50 mètres autour de ces endroits ;
4. à moins de 50 mètres des bureaux de chômage, établissements d'instruction, lieux de culte, casernes et autres bâtiments militaires ;
5. dans la zone délimitée par l'avenue Houba de Strooper, la chaussée Romaine, l'avenue de Madrid, l'avenue du Gros Tilleul, le boulevard du Centenaire, la place Saint-Lambert, la rue du Heysel, avec inclusion de ses artères les jours où des expositions, réunions, fêtes ou autres manifestations ont lieu dans le Stade Roi Baudouin ou le Parc des Expositions ;
6. sur l'Esplanade Solidarnosc.

Article 52.

Sur simple demande de l'autorité compétente, tout éditeur responsable de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques peut être invité à communiquer, endéans les 15 jours de la demande, l'identité de la ou des personnes physiques ou morales chargées de la diffusion de la publication.

Article 53.

§1. Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

§2. Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient, d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement, si ces derniers n'ont manifesté aucun intérêt pour ledit établissement.

Section 5. Installation de grues

Article 54.

Toute installation d'une grue est soumise à l'autorisation de l'autorité compétente. Sans préjudice des prescriptions réglementaires en matière d'urbanisme, d'environnement et de protection du travail, il est exigé :

1. qu'avant toute mise en service d'une grue et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée à l'autorité compétente, dans un délai de trois semaines avant le montage ou le remontage ;
2. que toute utilisation de grue soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche ;
3. que les grues aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues-tours montées sur rails elles seront, de plus, fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement et renversement ;
4. qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits ;
5. que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue se trouve placée dans la position giratoire, sa stabilité ne soit pas réduite et qu'elle ne puisse avoir de mouvement désordonné ;
6. que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur l'espace public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades ; Celles-ci devront au besoin, sur injonction de l'agent habilité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier ;
7. qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue-tour, au commissariat de police le plus proche dudit chantier. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier ;
8. que l'entrepreneur soit couvert en responsabilité civile pour les accidents causés aux tiers par l'emploi de grues, tant sur le chantier qu'à l'extérieur de celui-ci. La preuve en sera jointe à la demande d'autorisation ;
9. que la grue soit enlevée au plus tard huit jours après la fin des travaux qui justifiaient sa mise en service. A défaut, il y sera procédé par les soins de l'autorité compétente, aux risques, frais et périls de l'entrepreneur ;
10. qu'un dispositif soit placé à la base de la grue-tour, rendant son escalade matériellement impossible à toute personne non autorisée. Ce dispositif doit être décrit dans la demande d'autorisation.

Section 6. Occupation privative de l'espace public et objets pouvant nuire par leur chute

Article 55.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

- toute occupation privative de l'espace public au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol, notamment par tout objet quelconque fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné, y compris en embarrassant l'espace public avec des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques. Sont exceptées les plantes grimpantes pour autant qu'elles ne soient pas de nature à compromettre la sécurité publique et la commodité de passage ;
- les excavations pratiquées sur la voie publique ;
- l'installation en tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sont exceptés de cette disposition, les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant.

§2. Sauf autorisation spécifique et préalable de l'autorité communale, il est interdit de se réserver une place de stationnement sur la voie publique notamment avec des objets divers.

§3. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de placer sur les façades de

bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des banderoles, drapeaux, guirlandes lumineuses, calicots ou tout autre dispositif sans l'autorisation de l'autorité compétente.

§4. Il est défendu d'étendre ou de faire sécher, en dehors des habitations, sur l'espace public ou au-dessus de celui-ci, des toiles, linges et autres objets.

§5. Sans préjudice des dispositions prévues au Règlement général de police de la circulation routière et des dispositions légales et réglementaires régionales, nul ne peut, sans autorisation préalable accordée par l'autorité compétente, procéder à la pose de tout objet de quelque nature que ce soit en voirie. Leur entretien incombe aux propriétaires, locataires ou aux personnes citées à l'article 22 du présent règlement.

§6. Sans préjudice des dispositions prévues par le code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

§7. Aucun objet ne pourra non plus masquer, même partiellement, les portes et fenêtres des façades jouxtant la voie publique.

§8. Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition des agents habilités. A défaut, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

§9. Toute personne ayant obtenu l'autorisation de déposer ou d'entreposer des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques sur l'espace public ou d'y creuser des excavations, est tenue d'assurer l'éclairage et la signalisation des dépôts, entrepôts ou excavations. A défaut, il y sera procédé par l'autorité compétente aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 56.

Sauf à obtenir une autorisation de l'autorité compétente, il est interdit à toute personne se trouvant sur la voie publique d'entraver la progression des passants par le dépôt ou l'abandon de tout objet mobilier, tel que bagage, déchet ménager, débris de construction, véhicule. La notion d'entrave à la progression est notamment définie par les comportements suivants :

- Laisser aux piétons, à tout endroit où leur passage est autorisé, une largeur d'un seul tenant de moins de 1 mètre 50, ou une autre largeur définie par les autorités compétentes en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou leur imposant d'enjamber ou d'escalader les objets encombrant le passage ;
- Laisser aux véhicules circulant sur la chaussée une largeur de moins de 3 mètres, ou toute autre largeur nécessaire au passage des véhicules de secours en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou laisser sur la chaussée des objets susceptibles de causer un dommage à un véhicule y circulant ;
- Encombrer les pistes cyclables de manière qu'il ne soit plus possible pour un cycliste d'y circuler sans danger ;
- Empêcher l'accès à des immeubles, bâtis ou non-bâtis ou restreindre cet accès dans la mesure indiquée ci-dessus pour les piétons, cyclistes et véhicules.

Article 57.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit pour une entreprise louant, réparant ou vendant des véhicules de s'approprier volontairement et de manière répétée des emplacements de stationnement se trouvant sur la voie publique. Est visé notamment le stationnement en voirie de véhicules en attente d'une intervention mécanique ou carrosserie ainsi que les véhicules devant être repris par leurs propriétaires.

Les véhicules professionnels destinés au transport de personnes et de marchandises sont également visés par la présente disposition, ces derniers devant par ailleurs occuper prioritairement les emplacements qui leur sont réservés.

§2. Tout véhicule pouvant être assimilé à un véhicule abandonné pourra faire l'objet d'une décision d'enlèvement par l'autorité compétente aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 58.

§1 Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de placer des terrasses de cafés (notamment de chaises, bancs, tables), des étals de commerçants, des menus ou des dispositifs publicitaires sous quelque forme que ce soit et d'exposer des marchandises ou des imprimés sur l'espace public.

§2. Les objets placés ou étalés en contravention avec le présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité. A défaut, il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 59.

§1. Sans préjudice de la réglementation en matière d'urbanisme, les propriétaires ou utilisateurs d'antennes, de paraboles et d'enseignes lumineuses ou non doivent constamment en contrôler et en assurer la parfaite stabilité.

§2. Toute installation qui n'est pas utilisée devra être enlevée dans les huit jours de la cessation de l'usage.

§3. Celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu d'enlever l'antenne, l'enseigne lumineuse ou non, la parabole ou l'installation concernée. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 60.

Les clôtures, cloisons, palissades ou panneaux publicitaires ancrés dans le sol ou accrochés aux constructions, doivent être solidement fixés, de manière qu'ils ne puissent se renverser ou tomber.

Article 61.

§1. Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être élagués de manière à ce que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable. L'élagage doit être réalisé dans le respect des dispositions spécifiques prévues à cet effet dans la législation en cours concernant notamment la conservation de la nature.

§2. Les arbres et les plantations ne peuvent en aucun cas masquer le flux lumineux de l'éclairage public, ni masquer tout objet d'utilité publique.

§3. Les haies ne peuvent faire saillie sur la voie publique et doivent être, en tout temps, taillées afin de ne pas réduire la largeur de celle-ci.

§4. Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, l'agent habilité pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués.

§5. Celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de mettre aussitôt les choses en état. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 62.

§1. Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les

précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

§2. Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique. Les volets et persiennes, lorsqu'ils sont ouverts, doivent toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets. Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée doivent être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Article 63.

§1. Il est interdit de jeter des objets quels qu'ils soient par les portes, baies ou fenêtres donnant sur la voie publique.

§2. Lorsque l'évacuation de certains objets ou matériaux est indispensable par lesdites issues, notamment en cas de déménagement, toute précaution utile sera prise pour soustraire à la circulation des usagers, la partie de la voie publique rendue dangereuse et pour régler cette circulation de façon à éviter tout accident.

Article 64.

Les entrées de cave et les accès sous-terrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts:

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture,
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants. Ces deux conditions sont cumulatives.

Article 65.

§1. Tout propriétaire d'immeuble doit apposer de façon visible à l'extérieur, à front de rue, le numéro de celui-ci et placer par surface occupée ou unité d'habitation, un dispositif technique d'avertissement tel qu'une sonnette en parfait état de fonctionnement.

Les occupants apposent de façon visible leurs noms de famille ou dénomination sociale sur le dispositif précité ainsi que près de la porte d'entrée et sur la boîte aux lettres.

§2. Dans le cas d'une nouvelle construction, le propriétaire a l'obligation d'afficher le numéro qui lui aura été attribué endéans les quinze jours de la réception de ce numéro.

§3. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles attribués par l'autorité compétente ainsi que les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

§4. En cas de changement de numéro, l'ancien devra être masqué ou barré d'un trait noir et ne pourra être maintenu que 2 ans au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'autorité compétente.

§5. Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression, l'enlèvement temporaire ou le masquage du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

§6. A défaut de placement du numéro endéans les délais indiqués dans le présent article, l'autorité compétente procédera d'office au numérotage de l'immeuble au moyen de peinture noire au pochoir industriel et ce aux frais du propriétaire.

Article 66.

§1. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser le placement et l'entretien sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie, tout dispositif d'utilité publique et notamment :

1. la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;
2. la pose d'une plaque de rue historique ;
3. la pose de tous signaux routiers ;
4. la pose de tout câble d'infrastructure de service public ;
5. l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance,...
6. l'utilisation du sous-sol de l'immeuble par les impétrants autorisés par l'autorité compétente ;
7. le placement de tout avis d'enquête prévu par les dispositions légales en vigueur ;
8. la fixation de câbles nécessaires pour l'exploitation des tramways et autres véhicules de transports en commun ;
9. La pose des signaux de repère et d'identification des bouches ou des bornes d'incendie.
10. La pose de tout dispositif de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les attaches, les supports et les appareillages nécessaires au bon fonctionnement des services précités. Il est défendu d'enlever ou de déplacer les objets mentionnés ci-dessus. L'enlèvement ou le déplacement de ceux-ci pour quelque raison que ce soit, se fera à l'intervention de l'administration communale ou du concessionnaire spécialement habilité à cet effet.

§2. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité ou la salubrité publique.

Article 67.

Le propriétaire sera tenu de prendre des mesures matérielles adéquates afin d'empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux immeubles inoccupés ou aux terrains non-bâties.

Section 7. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Article 68.

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des services de secours et d'intervention à quelque fin que ce soit.

Article 69.

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel, d'un appareil de signalisation, d'un dispositif d'alerte ou d'alarme destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Article 70.

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'autorité compétente de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication, placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Article 71.

Il est interdit à toute personne non autorisée, d'entrer ou de passer sur le terrain d'autrui, d'y laisser passer l'animal sous sa garde, d'y couper ou détruire des récoltes ou toute production de la terre, même sans intention de les voler. Il est interdit de marauder, de sous-

traire ou de dérober ou d'endommager sur le terrain d'autrui, des récoltes ou des productions de la terre.

Section 8. Incendies et sinistres connexes

Article 72.

Dès qu'un incendie, une fuite de gaz/d'eau ou tout autre sinistre se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'avertir immédiatement soit le bureau de police, soit l'un des postes de pompiers le plus proche, soit le centre d'appel d'urgence.

Article 73.

Les propriétaires, locataires ou occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la protection civile, fonctionnaires et auxiliaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Article 74.

Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies, ainsi que le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau, gaz, électricité ou télécommunications.

Article 75.

Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources suivantes : gaz, électricité, télécommunications ou eau pour l'extinction des incendies.

Article 76.

Les bornes ou bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie, les puisards et tous les raccordements d'immeubles doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles. Il en va de même pour les trapillons renfermant les réseaux d'électricité, de gaz et de télécommunications.

Article 77.

Tout occupant d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble est tenu de veiller à ce que les cheminées et les tuyaux conducteurs de fumées qu'il utilise :

- soient maintenus constamment en bon état de fonctionnement ;
- soient ramonés selon la périodicité prévue par les dispositions légales.

Article 78.

Lorsqu'un événement tel que fête, divertissement, soirée dansante ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, l'autorité compétente pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement. Dans les lieux accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, il est interdit de dépasser le nombre maximal de personnes pouvant être présentes simultanément, déterminé par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des normes de sécurité et de prévention de l'incendie. En cas de dépassement de ce nombre, la police pourra faire évacuer et fermer ces lieux.

Article 79.

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les endroits accessibles au public de déposer, accrocher ou suspendre des objets quelconques pouvant gêner le passage dans des escaliers, dégagements, sorties de secours ainsi que dans les voies qui y mènent ou de réduire autrement leur largeur ou hauteur.

Article 80.

§1. Tout immeuble d'habitation, tout bâtiment ou construction dont l'accès principal ne donne pas directement sur la voie publique doit être accessible aux véhicules de secours. Cette voie d'accès doit permettre la circulation, le stationnement et les manœuvres du matériel utilisé par les services de secours.

§2. Cette voie d'accès doit toujours rester dégagée et aisément accessible. Il est interdit d'y immobiliser des véhicules ou d'y abandonner des matériaux ou objets quelconques.

§3. Cette voie d'accès sera signalée par tout moyen de signalisation jugé adéquat.

§4. L'autorité compétente peut, pour les voies d'accès existantes, déterminer les mesures qu'elle juge propres à permettre l'intervention du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente.

Section 9. Dispositions particulières liées aux conditions météorologiques

Article 81.

§1. Les trottoirs couverts de feuilles mortes, de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants entièrement ou sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1m50 selon la largeur du trottoir en vue de faciliter le passage des piétons en toute sécurité. La neige doit être déposée sur et au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée.

Si la disposition des lieux ne le permet pas, la neige sera déposée sur le bord de la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux ainsi que les traversées piétonnes doivent rester libres.

Ce soin incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 22 du présent règlement.

§2. L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent des obligations prévues à la présente disposition.

Article 82.

Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées. Au besoin, il sera fait appel au service incendie. Cette obligation incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 22 du présent règlement.

Article 83.

Il est interdit sur l'espace public :

- de verser ou de laisser s'écouler de l'eau par temps de gel ;
- d'établir des glissoires ;

- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

Article 84.

Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins des étangs et cours d'eau, sans autorisation de l'autorité compétente. Toute activité y est interdite sans autorisation.

Section 10. Activités et aires de loisirs

Article 85.

§1. Les engins et équipements mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeux communaux, permanents ou provisoires, doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises, notamment en respectant les limitations d'âge fixées par l'autorité compétente. Les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés ne peuvent pas être utilisés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne chargée de leur surveillance. L'accès aux aires des terrains de jeux est autorisé tous les jours, dimanches et jours fériés compris, du lever au coucher du soleil, sauf disposition contraire affichée.

§2. La commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale qui résulteraient d'une utilisation imprudente ou non conforme à l'usage pour lequel les équipements d'aires de jeux sont destinés, de même que lors de toute utilisation par des personnes n'ayant pas l'âge approprié ou par des enfants laissés sans surveillance adéquate.

§3. Sans préjudice des dispositions réglementaires en matière de sécurité dans les stades ou autres lieux où se pratique le sport, toute installation de tribunes provisoires destinées à accueillir plus de 100 personnes, à l'occasion de toute manifestation culturelle, sportive ou quelconque, quels qu'en soient les matériaux constitutifs ou les techniques de montage ou de fixation au sol nécessitera, postérieurement au montage des tribunes mais avant tout usage de celles-ci :

1. Un rapport d'agrément délivré par un organisme de contrôle agréé en stabilité.
2. Un rapport positif relatif à la visite de contrôle rédigé par un technicien en prévention contre l'incendie du Service d'incendie.

Ces documents devront être transmis à l'autorité compétente et, disponibles sur place pendant toute la durée de l'évènement.

Section 11. Déménagements, chargements et déchargements

Article 86.

§1. Aucun chargement ou déchargement sur l'espace public de marchandises, de meubles, de matériaux ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h et 7h, sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente. Ceci ne vise pas les effets personnels lors d'un départ ou retour de voyage.

§2. Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur l'espace public doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne compromettre ni la sécurité ni la commodité du passage, ni la tranquillité et la propreté publiques. Les mêmes précautions doivent être prises à l'égard des cyclistes là où des pistes cyclables sont aménagées.

En cas d'impossibilité de faire passer les piétons sur le trottoir, il est obligatoire de prendre les mesures nécessaires pour assurer la circulation des piétons en toute sécurité. Ces transports, chargements et déchargements ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble ou le garage de l'exploitant ou de l'occupant des lieux.

§3. Aussitôt le déchargement terminé, il sera procédé, sans tarder, au dégagement de la voie publique. A défaut, outre l'application d'une sanction administrative, l'autorité compétente se réserve le droit de procéder à cet enlèvement aux frais, risques et périls du civilement responsable.

Article 87.

Il est interdit d'abandonner les caddies dans l'espace public. Les exploitants de surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition ; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.

4. TRANQUILITE PUBLIQUE

Section 1. Nuisances sonores

Article 88.

Sont interdites les nuisances sonores diurnes produites entre 7h00 et 22h00 (y compris les cris d'animaux) de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans les propriétés privées,
- dans les établissements accessibles au public même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique.

A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée.

Article 89.

Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et générale- ment ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement, d'en occulter les fenêtres ou d'y éteindre la lumière aussi longtemps que s'y trouve(nt) un ou plusieurs client(s).

La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Article 90.

La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets quelconques pouvant produire des nuisances sonores, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons, récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit et sans dommage pour le sol, quelle que soit la composition de ce dernier.

Article 91.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdits dans l'espace public :

1. les représentations, les auditions, les diffusions vocales, instrumentales ou musicales ;

2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines ;
4. toute autre représentation ou activité d'ordre artistique, divinatoire ou ésotérique.

Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée.

§2. Hormis l'usage de systèmes d'alarme destinés à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus ou de la présence de fumées, il est interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur l'espace public, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public.

§3. En cas d'infraction au présent article, les fonctionnaires de police ou les agents de police pourront donner injonction au contrevenant de quitter les lieux. En cas de refus de se conformer immédiatement à l'injonction, tous les objets servant de support à la représentation ou à l'activité pourront être saisis par mesure administrative.

Article 92.

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Article 93.

Il est interdit de déposer ses vidanges dans les bulles à verre ou parcs à containers entre 22 heures et 7 heures du matin, afin de préserver la tranquillité des habitants.

Section 2. Engins à moteur

Article 94.

L'usage de tondeuses à gazon et autre engin de jardinage actionnés par un moteur est interdit les dimanches et jours fériés légaux. Les autres jours, leur usage est interdit entre 20h et 7h.

Article 95.

§1. Sauf autorisation de l'autorité compétente ou en dehors des zones autorisées par celle-ci, il est interdit de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, radio téléguidée ou radio commandée au moyen d'engins équipés d'un moteur à explosion.

§2. L'utilisation de drones est autorisée dans le respect de la législation existante.

§3. En tout état de cause, ces engins et/ou les bruits émis par ceux-ci ne pourront porter atteinte à la tranquillité ou à la sécurité publique.

Section 3. Systèmes d'alarme

Article 96.

Les véhicules équipés d'un système d'alarme se trouvant aussi bien dans l'espace public que privé ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage. Le responsable du véhicule (notamment le conducteur, propriétaire et gardien du véhicule) dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais. Lorsque le responsable du véhicule ne se manifeste pas dans les 30 minutes qui suivent le déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 97.

§1. Les immeubles équipés d'un système d'alarme ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage.

Le propriétaire, copropriétaire, tout titulaire d'un droit réel ou locataire de l'immeuble dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Lorsque la personne concernée ne se manifeste pas dans les 30 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. L'alarme est définie comme un appareil ou un dispositif destiné à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus, de fumée ou de tout autre élément, évènement ou risque.

5. ESPACES VERTS

Article 98.

Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts. Selon l'appréciation de l'autorité compétente, il sera ou non affiché à une ou plusieurs entrées des espaces verts, intégralement ou par extraits. Il peut y être dérogé par des règlements particuliers régulièrement édictés par le gestionnaire de l'espace vert.

Article 99.

§1. S'il y a lieu, les heures d'ouverture des espaces verts sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées.

Si les heures d'ouverture ne sont pas indiquées, l'accès se fait sous la seule responsabilité des usagers entre le coucher et le lever du soleil, ainsi qu'en cas de tempête. L'autorité compétente peut en ordonner la fermeture en cas de nécessité.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, nul ne peut pénétrer à l'intérieur des espaces verts en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée au §1er.

Article 100.

Sans préjudice d'autres dispositions du présent règlement, sauf autorisation de l'autorité compétente, nul ne peut dans les espaces verts :

1. franchir les clôtures ;
2. circuler dans des endroits dont l'accès est interdit ;
3. abandonner, déposer ou jeter toute matière destinée à nourrir des animaux errants ou des pigeons ;
4. utiliser les infrastructures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées ;
5. aménager un abri dans un espace vert, notamment en vue d'y loger ;
6. ramasser du bois ou y faire du feu, à l'exception des endroits prévus à cet effet ;
7. déposer ou introduire des déchets et des objets encombrants ;
8. vendre quoi que ce soit ;
9. apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou commerciales ou utiliser tout autre moyen de publicité commerciale ;
10. prendre, capturer, tuer, blesser ou effrayer les animaux ainsi que détruire des nids ou œufs d'oiseaux ;
11. camper sous une tente ou dans un véhicule.

Article 101.

Les personnes physiques ou morales autorisées à exercer une activité dans un espace vert, qu'elle soit permanente ou temporaire, qu'elles agissent directement ou par le biais d'un tiers, devront prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les déchets générés par cette activité. Ces déchets ne pourront être stockés dans l'espace vert, sauf autorisation de l'autorité compétente.

Article 102.

L'entrée dans les espaces verts et les aires ou terrains de jeux communaux est interdite aux personnes sous l'influence d'une substance psychotrope quelconque et aux personnes qui adoptent un comportement indécent ou inapproprié.

Article 103.

Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente, nul ne peut, dans les espaces verts, par quelque comportement que ce soit, se livrer à des jeux de nature à gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

Article 104.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit :

- d'enlever les bourgeons et fleurs, gazon, pierres, terre ou plantes quelconques,
- de ramasser du bois mort et d'autres matériaux,
- de monter sur les enrochements et de circuler dans les endroits où l'interdiction est indiquée par des écriteaux ; Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les
- chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager et de grimper aux arbres.

Article 105.

Sauf autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente, aucun véhicule ou autre engin à moteur, y compris électriques, ne peut circuler ni stationner dans les espaces verts. Il est donc défendu d'arrêter un véhicule sur les végétaux, pelouses comprises.

L'interdiction de circulation ne s'applique pas aux véhicules et animaux au service de l'administration communale, de police, de secours ni à ceux autorisés par l'autorité compétente ou agissant en exécution d'un contrat avec celle-ci.

Article 106.

Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente, il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Article 107.

Sauf autorisation de l'autorité compétente ou signalétique spécifique, Il est interdit de pêcher et de chasser.

Article 108.

Toute personne qui se trouve en contravention avec le présent chapitre ou qui refuse de tenir compte des observations faites par une personne habilitée pourra être expulsée de l'espace vert dans lequel il se trouve.

Article 109.

§1. Sauf lorsque des panneaux ou d'autres dispositifs l'interdisent, l'accès aux pelouses est autorisé aux personnes et aux animaux qui les accompagnent.

§2. Pour les véhicules, l'accès aux pelouses est interdit, sauf lorsque des panneaux spécifiques l'autorisent.

§3. Des panneaux peuvent également limiter les activités autorisées sur les pelouses. Les usagers de ces pelouses sont alors tenus de se conformer à ces panneaux. Aux endroits où le tir à l'arc ou d'autres sports ou jeux sont autorisés, les organisateurs et les participants seront tenus de prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des pratiquants, des spectateurs et des passants et de veiller à ne pas troubler la tranquillité des autres usagers de l'espace vert.

§4. L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

§5. L'autorité compétente peut déroger aux paragraphes 1 à 3 pour l'organisation d'événements exceptionnels.

6. ANIMAUX

Article 110.

Sauf réglementation ou signalisation particulière, les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une laisse courte, à tout endroit de l'espace public, en ce compris dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

Article 111.

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;
- n'endommagent pas les plantations, fleurs, arbres, arbustes, bois de chauffe ou autres objets se trouvant sur l'espace public ;
- ne causent pas de tort aux autres animaux.

Article 112.

Il est interdit sur l'espace public :

1. de laisser divaguer un animal quelconque. Les animaux divaguant seront placés conformément à la réglementation relative à la protection et au bien-être des animaux ;
2. de laisser des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes. Cette disposition est également applicable dans les parkings accessibles au public ;
3. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés ou s'ils sont porteurs de maladies contagieuses. Cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
4. de se trouver avec un animal ou des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourrait porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique ;
5. d'exciter son chien à l'attaque ou à l'agressivité ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, même s'il n'en résulte aucun mal ou dommage. Cette disposition ne s'applique pas aux services de police ;
6. de se trouver avec des animaux dangereux ou de les y exposer, même dans des cages ou véhicules fermés. Cette interdiction n'est pas applicable aux cirques ambulants traversant la commune ou autorisés à s'y installer. Par animal agressif ou dangereux, il faut entendre tout animal qui par la volonté du maître, par le manque de surveillance de celui-ci ou pour toute autre raison intimide, incommode, provoque toute personne ou porte atteinte à la sécurité publique, à la commodité du passage et aux relations de bon voisinage ;

7. de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache ou placés à l'intérieur des voitures.

Article 113.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public. Cette disposition ne s'applique pas au dressage d'animaux par les services de police et de l'armée.

Article 114.

Il est interdit d'organiser, d'encourager, de participer à tout combat d'animaux ainsi que de faire participer tout animal à toute forme de combat.

Article 115.

§1. Le maître ou le gardien de l'animal est tenu de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps de minimum un sac destiné au ramassage de ses déjections. Ce sac devra être présenté sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police.

Il est interdit de déposer le sac contenant les excréments à tout endroit de l'espace public à l'exception des pou- belles publiques.

§3. Sont dispensés de ramasser les excréments de leur chien déposés en dehors des endroits spécialement aménagés à cet effet, les gardiens d'animaux, malvoyants ou aveugles, accompagnés de leur chien-guide.

Article 116.

A l'exception des chiens assistant des personnes handicapées et moins valides, il est interdit d'introduire un animal quelconque, même tenu par un moyen approprié, dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement d'ordre intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

Article 117.

Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de jeux.

Article 118.

Les animaux qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes, des autres animaux ou pour la sécurité des biens, peuvent être soustraits à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur par un agent ou fonctionnaire de police pour les nécessités du maintien de la sécurité et de la tranquillité publique. Il en est de même pour les animaux qui font l'objet de maltraitances avérées de la part de leur propriétaire, possesseur ou détenteur. La confiscation se fait aux frais, risques et périls du propriétaire, du possesseur ou du détenteur de l'animal.

Article 119.

Il est interdit de relâcher des animaux domestiques sur la voie publique, dans les parcs, les pièces d'eau et les fontaines.

7. INFRACTIONS MIXTES

Article 120.

Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestre et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi SAC.

8. ARRET ET STATIONNEMENT

Article 121.

Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestre et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi.

Article 122.

Conformément aux articles 3, 4° et 33 de la loi SAC, le titulaire de la plaque d'immatriculation d'un véhicule qui ne communique pas, dans les trente jours de la notification de l'infraction, l'identité incontestable du conducteur au moment des faits pourra être puni d'une amende administrative. Sauf s'il peut prouver le vol, la fraude ou la force majeure.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 mai 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 mei 2024

Voorwerp nr 27 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepen; H. Frederic Nimal, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, H. Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Claire Geraets, HH. Emel Dogancan, Yuri De Belder, Anthony Baert, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Ibrahim Donmez, Mevr. Lorraine De Fierlant, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Algemeen Politierglement - Technische wijzigingen - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 38 stem(men) tegen 2 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad dd 27 mei 2020 die het Algemeen Politierglement van de gemeente Schaarbeek aanneemt;

Gelet op de Wet van 11 december 2023 tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet

Overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om op een snelle en effectieve manier onburgerlijk gedrag gepleegd op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden. Deze hangen hierdoor niet langer af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag.

Overwegende dat administratieve sancties de gemeenten in staat hebben gesteld om het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van straffeloosheid onder de burgers te verkleinen;

Dat sinds de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties de gemeentelijke administratieve sancties aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast;

Overwegende dat op 2020, een geharmoniseerde tekst van het politierglement voor de 19 gemeenten van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest in werking is getreden;

Dat dit document tot doel had het werk van de politieagenten van de politiezones te vergemakkelijken en te optimaliseren en de begrijpelijkheid van de concepten te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen ;

Overwegende dat de wet van 11 december 2023, die op 8 januari 2024 in werking getreden is, technische wijzigingen aanbrengt in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waardoor bepaalde artikelen van het Algemeen

Politierglement moeten worden gewijzigd:

1. In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden "college van burgemeester en schepenen" worden vervangen door de woorden "College van Burgemeester en Schepenen";
 - de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering" worden vervangen door de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna de "GAS-wet" genoemd, of elke andere specifieke reglementering".
2. In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "administratieve intrekking" vervangen door de woorden "administratieve opheffing";
 - in paragraaf 2 worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "500 euro".
3. In de artikelen 5 en 6 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".
4. In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - in paragraaf 1 en 2 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";
 - in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".
5. In artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - in paragraaf 1 worden de woorden "aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder" vervangen door "aan elke houder die het ouderlijk gezag over de minderjarige uitoefent";
 - in paragraaf 1, 2 en 3 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";
 - in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".
6. In artikel 9, §1, worden de woorden "intrekking" vervangen door de woorden "opheffing".
7. Artikel 120 wordt vervangen door het volgende :
 - "Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd de protocolakkoorden gesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, van de GAS-wet".
8. Artikel 121 wordt vervangen door het volgende :
 - "Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3°, volgens de modaliteiten vastgesteld door de

Koning."

9. In artikel 122 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 – De wijzigingen aan het Algemeen Politiereglement van de gemeente Schaarbeek en haar geconsolideerde versie, zoals hernomen in bijlage bij het besluit aan te nemen.

Artikel 2 – Het Reglement zal op 1 juni 2024 in werking treden

Algemeen politiereglement.

1.ALGEMENE BEPALINGEN.

Sectie 1. Toepassingsgebied en definities

Artikel 1.

§1. Het huidige reglement is van toepassing op de openbare ruimte en iedere voor het publiek toegankelijke ruimte. Het is ook van toepassing op de private ruimte wanneer de openbare veiligheid, rust, gezondheid of reinheid in het gedrang wordt gebracht door situaties die hierin hun oorsprong vinden.

§2. Het is van toepassing onverminderd de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen, waaronder de gemeentelijke belastingreglementen.

§3. Voor de toepassing van dit reglement wordt onder ‘openbare ruimte’ verstaan:

1. De openbare weg, met inbegrip van de rijweg, bermen en trottoirs, de centrale bermen en alle toebehoren zoals riolen en straatkolken, de naaste omgeving van de wegen, de fietspaden, voetgangersbruggen, ondergrondse doorgangen voor voetgangers, wegen en erfdienstbaarheden, en over het algemeen elke weg open voor het publiek, zelfs wanneer deze op een privé-eigendom ligt.
2. De openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, wandelplaat- sen en markten, de andere inrichtingen en groene zones zoals pleinen, gemeentelijke en gewestelijke parken, openbare tuinen en iedere ruimte met een plantaardig element, speelpleinen en -velden, begraafplaatsen, galerijen en doorgangen op private grond die toegankelijk zijn voor het publiek, en over het algemeen elk deel van de openbare ruimte dat zich buiten de openbare weg bevindt, dat open is voor het personenverkeer en voornamelijk bestemd is voor het wandelen, ontspannen of verfraaien.
3. De treinstations, metrostations, de binnen- en buitenkant van voertuigen van het openbaar vervoer die bestemd zijn voor het personenvervoer en die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rijden, de perrons, de haltes en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als bovengronds.
4. De vensterbanken en deurdrempels die uitgeven op de openbare weg.

§4. Op het grondgebied van de Stad Brussel is de neutrale zone het gedeelte van de Stad Brussel dat werd begrensd door de wet van 2 maart 1954 tot voorkoming en beteugeling der aanslagen op de vrije uitoefening van de door de Grondwet ingestelde soevereine machten.

§5. Voor de toepassing van dit reglement omvat het begrip ‘voor het publiek toegankelijke ruimte’ naast de werkelijke ruimten ook de virtuele ruimten die toegankelijk zijn voor het publiek, zoals accounts op sociale media, forums en andere digitale platformen die niet beperkt zijn tot een klein aantal personen die gemeenschappelijke interesses delen.

Artikel 2.

§1. Voor de gemeenten Jette, Sint-Jans-Molenbeek, Ganshoren, Evere, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Elsene, Brussel-Stad, Watermaal-Bosvoorde, Vorst, Oudergem, Anderlecht, Sint-Gillis, Schaarbeek, Sint-Joost-ten-Node en Ukkel: dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minstens 16 jaar oud zijn.

§2. Voor de gemeenten Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem en Etterbeek: dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minstens 14 jaar oud zijn.

§3. Voor de toepassing van dit reglement wordt onder ‘minderjarige’ verstaan: iedere persoon die op het ogenblik van de feiten overeenkomstig paragraaf 1 en 2 minstens 14 of 16 jaar oud is en die op het ogenblik van de feiten de leeftijd van 18 jaar nog niet heeft bereikt.

Artikel 3.

Op gemeentelijk niveau wordt onder ‘bevoegde overheid’ verstaan: het College van Burgemeester en Schepenen, de burgemeester of de sanctionerend ambtenaar, elk in het kader van de respectievelijke bevoegdheden die hun zijn toegekend door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet en de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna de “GAS - wet” genoemd, of elke andere specifieke reglementering.

Sectie 2. Administratieve sancties en alternatieve maatregelen

Artikel 4.

§1. Wie de bepalingen van dit reglement overtreedt, kan met de volgende sancties worden gestraft:

1. administratieve geldboete;
2. administratieve schorsing van een toelating of vergunning;
3. administratieve opheffing van een toelating of vergunning;
4. tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een inrichting.

§2. Onverminderd de bepalingen in het hoofdstuk ‘Stilstaan en parkeren’

van dit reglement of elke andere specifieke reglementering mag deze administratieve geldboete niet hoger zijn dan 500 euro of 175 euro, al naargelang de overtreder meerderjarig of minderjarig is op het ogenblik van de feiten.

§3. Wie de bepalingen van dit reglement overtreedt, moet de situatie onmiddellijk regulariseren en alles rechtzetten overeenkomstig met wat in de betrokken bepaling is vastgelegd. Daarvoor volgt de overtreder de eventuele aanbevelingen van de bevoegde overheid. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 5.

Overeenkomstig de GAS – wet kunnen de administratieve sancties en alternatieve maatregelen die in dit reglement zijn vastgelegd, worden verhoogd in geval van herhaling binnen 24 maanden nadat een sanctie is opgelegd, zonder dat kan worden afgeweken van de

bedragen in artikel 4.

Artikel 6.

Overeenkomstig de GAS - wet en onverminderd de bepalingen in het hoofdstuk 'Stilstaan en parkeren' van dit reglement zijn de sancties en alternatieve maatregelen waartoe de sanctionerend ambtenaar op grond van dit reglement besluit evenredig aan de ernst van de feiten die ze verantwoordt.

Artikel 7.

§1. Gemeenschapsdienst.

De sanctionerend ambtenaar kan, wanneer hij het gepast acht, een gemeenschapsdienst voorstellen aan de overtreder die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Deze gemeenschapsdienst wordt verricht volgens de in de GAS – wet bepaalde regels.

§2. GAS bemiddeling.

De sanctionerend ambtenaar kan, wanneer hij het gepast acht en een slachtoffer duidelijk werd geïdentificeerd in het kader van de administratieve procedure, een GAS bemiddeling voorstellen aan de overtreder die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Deze bemiddeling komt tot stand volgens de in de GAS – wet bepaalde regels.

Artikel 8.

§1. Ouderlijke betrokkenheid.

De sanctionerend ambtenaar kan een procedure van ouderlijke betrokkenheid voorstellen aan elke titularis die het ouderlijk gezag over de minderjarige heeft, zoals gedefinieerd in artikel 2. Deze procedure komt tot stand volgens de in de GAS – wet bepaalde regels.

§2. De GAS bemiddeling voor minderjarigen. De sanctionerend ambtenaar stelt een lokale bemiddeling voor aan de minderjarige overtreder, zoals gedefinieerd in artikel 2 van dit reglement.

Deze procedure komt tot stand volgens de in de GAS – wet bepaalde regels.

§3. Gemeenschapsdienst voor minderjarigen. In geval van weigering van het aanbod of falen van de GAS bemiddeling kan de sanctionerend ambtenaar, wanneer hij het gepast acht, een gemeenschapsdienst voorstellen aan de minderjarige overtreder, zoals gedefinieerd in artikel 2 van dit reglement. Deze gemeenschapsdienst wordt verricht volgens de in de GAS – wet bepaalde regels.

Sectie 3. Toelatingen

Artikel 9.

§1. De in dit reglement beoogde toelatingen worden afgeleverd volgens een door de bevoegde overheid bepaalde procedure. Ze worden precair en herroepbaar afgeleverd in de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel die de gemeente niet aansprakelijk stelt. Ze kunnen op elk ogenblik door de bevoegde overheid worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist. Ze kunnen ook worden geschorst, ingetrokken of niet vernieuwd door de bevoegde overheid, wanneer de houder een overtreding tegen dit reglement begaat of de voorwaarden van de toelatingsakte niet naleeft. In geval van schorsing, opheffing of niet-vernieuwing van de toelatingen, zoals bedoeld in dit artikel, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een schadevergoeding.

§2. Elke begunstigde van een toelating die op grond van dit reglement werd afgeleverd, moet zich strikt houden aan de voorwaarden ervan en erover waken dat het voorwerp van de toelating geen schade kan berokkenen aan anderen en de openbare veiligheid, rust, gezondheid of reinheid niet in gevaar kan brengen. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit waarvoor de toelating werd afgeleverd.

§3. Wanneer de toelatingsakte betrekking heeft op:

- een activiteit of evenement op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet de akte zich op de bedoelde plaats bevinden;
- een activiteit op de openbare ruimte of een bezetting ervan, moet de begunstigde deze toelating tijdens de activiteit of bezetting bij zich hebben. In beide gevallen moet de toelatings- akte worden vertoond op elk verzoek van de politie of van iedere andere persoon die daartoe gemachtigd is door de bevoegde overheid.

Sectie 4. Tijdelijk plaatsverbod

Artikel 10.

§1. Men dient zich te voegen naar ieder tijdelijk plaatsverbod dat de burgemeester kan uitspreken in geval van verstoring van de openbare orde door individueel of collectief gedrag of in geval van herhaalde inbreuken op de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, gepleegd op eenzelfde plaats of tijdens soortgelijke evenementen en die een verstoring van de openbare orde of overlast inhouden. Dit tijdelijke plaatsverbod kan ten aanzien van de pleger(s) van dit gedrag worden uitgesproken voor een duur van een maand en kan tweemaal worden verlengd.

§2. Onder 'tijdelijk plaatsverbod' wordt verstaan: het verbod binnen te treden in een of meerdere welbepaalde perimeters van plaatsen bepaald als toegankelijk voor het publiek. Wordt beschouwd als plaats die toegankelijk is voor het publiek: elke plaats die gelegen is in de gemeente en die niet enkel toegankelijk is voor de beheerder van de plaats, voor degene die er werkt of voor degenen die er individueel worden uitgenodigd, met uitzondering van de woonplaats, de werkplek of de plaats van de onderwijs- of opleidings- instelling van de overtreder.

Sectie 5. Bevelen en gebrek aan respect

Artikel 11.

Elke persoon die zich in de openbare ruimte, zoals gedefinieerd in artikel 1, bevindt of op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet zich onmiddellijk schikken naar de bevelen of verzoeken van de politie of van gemachtigde ambtenaren, met het oog op:

1. het behoud van de openbare veiligheid, rust, reinheid en/of gezondheid;
2. de vereenvoudiging van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan mensen in gevaar;
3. het doen naleven van de wetten, reglementen en besluiten.

Wanneer de politieambtenaar of een gemachtigde ambtenaar op verzoek van de bewoners een privé-eigendom heeft betreden, of in geval van brand, overstroming of noodoproep, is deze verplichting eveneens van toepassing op de personen die zich in dit privé-eigendom bevinden.

Artikel 12.

Het is verboden om zich onrespectvol of agressief op te stellen, op gelijk welke wijze (door middel van woorden, handelingen, gebaren, geschriften, enz.) tegenover elke persoon die belast is met het doen naleven van de wetten en reglementen, evenals

tegenover elke gemeentelijke ambtenaar in het kader van de uitoefening van zijn functies of louter omwille van zijn functie als gemeentelijk ambtenaar.

Sectie 6. Burgerlijke aansprakelijkheid

Artikel 13.

Wie de voorschriften vervat in de bepalingen van dit reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die eruit zou kunnen voortvloeien. De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij dit reglement voorgeschreven bepalingen.

2. OPENBARE REINHEID EN GEZONDHEID

Sectie 1. Reinheid van de openbare ruimte

Artikel 14.

§1. Het is verboden om eender welk voorwerp of eender welke plaats van de openbare ruimte te bevuild of te beschadigen op gelijk welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men de hoede of zeggenschap heeft, zoals:

1. elk voorwerp van algemeen nut of ter versiering van de openbare ruimte;
2. elk onderdeel van het stadsmeubilair;
3. de galerijen en doorgangen op privégrond die voor het publiek toegankelijk zijn;
4. de openbare gebouwen en privé-eigendommen, met inbegrip van gevels, muurtjes, hekken en andere bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen.

§2. Worden onder meer bedoeld het achterlaten of wegwerpen van sigarettenpeuken, blikjes, plastic of glazen flessen, papier, voedselafval, enz. Het is tevens verboden om op een openbare plaats een asbak te legen.

Artikel 15.

Het is verboden om te spuwen, te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare ruimte, behalve op de plaatsen die daarvoor bestemd zijn.

Artikel 16.

Behoudens voorafgaande toelating van de bevoegde overheid en onverminderd artikel 120 van dit reglement is het verboden om tekens of opschriften op de openbare ruimte te maken met welk product of op welke wijze dan ook, met inbegrip van een hogedrukreiniger.

Artikel 17.

§1. De uitbater van een handelszaak of een inrichting die toegankelijk is voor het publiek, de leurhandelaar of elke persoon die gemachtigd is om op de openbare ruimte te verkopen, is verantwoordelijk voor het proper houden van de openbare ruimte in de onmiddellijke omgeving van de handelszaak of inrichting.

§2. De handelaars in onmiddellijk en buiten te verbruiken voedingswaren doen het nodige opdat hun klanten de openbare ruimte rondom hun handelszaak niet vuilmaken. Daartoe moeten zij voldoende vuilnisbakken ter beschikking stellen die duidelijk zichtbaar en vlot toegankelijk zijn, deze vuilnisbakken regelmatig legen en onderhouden, het zwerfafval afkomstig van hun handelszaak verwijderen en de directe omgeving van hun handelszaak schoonmaken.

§3. De schoonmaak wordt verricht door toedoen van de bevoegde overheid op kosten van de handelaar/inrichting indien deze zich niet schikt naar de bepalingen van dit artikel. Deze bepaling is van toepassing op zowel de leurhandel en marktkramen als op vaste handelszaken, zoals frituren en fastfoodzaken.

§4. De horecazaken (hotels, restaurants en cafés) moeten bovendien voorzien zijn van een voldoende aantal asbakken in verhouding tot het aantal personen die roken in de omgeving van deze horecaondernemingen.

Artikel 18.

§1. Elk gebouw dat niet uitsluitend voor huisvesting bestemd is (bijvoorbeeld: kantoorgebouwen, horecazaken en handelscentra), moet op de benedenverdieping voorzien zijn van een voldoende aantal asbakken in verhouding tot het aantal personen die roken in de omgeving van dit gebouw.

De eigenaar(s) of bewoner(s) waken over het onderhoud van die asbakken en zorgen dat de openbare ruimte rond dit gebouw niet wordt bevuild door de personen die het betreden (bijvoorbeeld klanten en personeelsleden).

§2. Daartoe kunnen zij door de bevoegde overheid in voorkomend geval worden verplicht om een vuilnisbak ter beschikking te stellen, waarvan zij het onderhoud verzorgen. De schoonmaak wordt uitgevoerd door toedoen van de bevoegde overheid op kosten van de eigenaar(s) of bewoner(s) als die zich niet aan de bepalingen van dit artikel houden.

§3. De eigenaar(s) of bewoner(s) van een gebouw bestemd voor een andere commerciële activiteit dan bedoeld in §1 waken er met alle nodige middelen over dat de openbare ruimte rond dit gebouw niet wordt bevuild door de personen die het betreden (klanten en personeelsleden).

Artikel 19.

Het is verboden om vuilniszakken, dozen, recipiënten en containers open te laten, te verplaatsen, te beschadigen, te doorzoeken of de inhoud ervan op de openbare ruimte te verspreiden.

Artikel 20.

Het is verboden om vuilnis naar buiten te vegen vanuit werven, privé- eigendommen en openbare gebouwen.

Artikel 21.

Het is verboden om voorwerpen die stof kunnen veroorzaken, uit te kloppen of uit te schudden, eender waarop en/ of boven de openbare ruimte, op niet- bebouwde terreinen op minder dan 100 meter van woningen, vanaf eender welk deel van de gebouwen.

Sectie 2. Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

Artikel 22.

§1. De doorgangen, trottoirs en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen, alsook gevels, scheidingsmuurtjes, hekken, boomspiegels en bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen, moeten worden onderhouden en in goede staat worden gehouden.

Deze verplichting valt hoofdelijk ten laste van de eigenaar, de mede-eigenaar, iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw, de huurder, de conciërge, de portier, de bewaker en de personen die belast zijn met het dagelijkse onderhoud van de gebouwen.

§2. Deze verplichting beoogt het behoud van de begaanbaarheid en de goede staat van de doorgangen, trottoirs en bermen, alsook de

veiligheid van de voetgangers, onder andere door het verwijderen van bevuilende en/of gladde materialen en/of producten en de beheersing van de begroeiing overeenkomstig de gewestelijke wetgeving en artikel 48 van dit reglement. Goed onderhoud van trottoirs en bermen houdt ook in dat dode bladeren worden opgeraapt, alsook het borstelen en het onderhoud, overeenkomstig de geldende wetgeving, van besneeuwde of beijzelde trottoirs zodat deze slipvrij zijn.

§3. Voetpaden en bermen mogen enkel worden schoongemaakt op de tijdstippen van de dag die het meest aangewezen zijn om de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen.

§4. Deze verplichting is niet van toepassing op de delen van de openbare ruimte waar men zand heeft gestrooid om de straatstenen te verstevigen.

Artikel 23.

Het is verboden om invasieve en/of overwoekerende planten aan te planten, te zaaien, te houden, te verdelen en in de open lucht te vervoeren. Deze planten zijn soorten die de neiging vertonen om zich in grote getale, buitensporig en op bedreigende wijze voor het behoud van de biodiversiteit te verspreiden of voort te planten, waaronder met name: reuzenberen-klauw (*Heracleum mantegazzianum*), reuzenbalsemien (*Impatiens glandulifera*), Japanse duizendknoop (*Fallopia* spp), Amerikaanse vogelkers (*Prunus serotina*) en vlinderstruik (*Buddleja davidii*). Er mogen in geen geval resten van deze planten worden gecomposteerd.

Sectie 3. Gezondheid van gebouwen en terreinen

Artikel 24.

§1. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of verantwoordelijken in enige hoedanigheid van een ge- bouw moeten ervoor zorgen dat deze gebouwen, evenals de roerende goederen en de installaties waarmee ze uitgerust zijn, perfect worden bewaard en onderhouden, perfect functioneren op het vlak van gezondheid, reinheid en veiligheid en de elementaire hygiënische maatregelen naleven.

Artikel 25.

§1. De goede staat van onbebouwde terreinen, onbebouwde gedeeltes van eigendommen en gebouwen die worden opgetrokken, moet steeds verzekerd zijn, wat inhoudt dat het verboden is om hinderlijke of schadelijke goederen of voorwerpen die de openbare veiligheid of gezondheid kunnen schaden, achter te laten, neer te plaatsen, op te hangen of te laten staan.

Er dient eveneens over te worden gewaakt:

- dat de begroeiing en met name de invasieve planten de openbare reinheid en veiligheid niet bedreigen;
- dat er niet wordt gesluikstort en dat afval wordt verwijderd.

Deze verplichting berust bij iedere eigenaar, huurder, bewoner of verantwoordelijke in enige hoedanigheid van een bebouwd of niet-bebouwd terrein.

§2. Het is verboden om op de in §1 bedoelde terreinen opslagplaatsen op te richten, al zijn deze slechts tijdelijk, en er afbraakmateriaal, steengruis, afval, containers, machines, voertuigen, huisvuil of gelijk welke materialen of voorwerpen die de kwaliteit van het milieu kunnen schaden of de buurt tot last kunnen zijn, neer te zetten of achter te laten.

§3. Omwille van de reinheid of gezondheid, om meer bepaald sluikstorten te voorkomen, kan de bevoegde overheid de houder van een zakelijk recht op een niet-bebouwd terrein opleggen om:

- het betrokken terrein af te sluiten;
- alle nodige maatregelen te nemen om de verspreiding van schadelijke dieren en organismen te voorkomen en te beëindigen onverminderd de geldende wetgeving betreffende het natuurbehoud. Afsluitingen en/of omheiningen moeten permanent in perfecte staat worden gehouden om geen gevaar op te leveren.

Sectie 4. Wateroppervlakken, waterwegen en leidingen

Artikel 26.

§1. Het is verboden om water van welke aard ook, zoals regenwater, grijs water of afvalwater alsook ongezonde materies afkomstig van privé- eigendommen of bouwplaatsen, op de openbare ruimte te laten afvloeien.

§2. Het is verboden om de leidingen voor de afvoer van regen en afvalwater of de werking van fontein en te versperren. Het is tevens verboden om er huisvuil, olie, slijk, zand, enige materie, voorwerpen, dode dieren of gelijk welke substanties die een obstructie in de leidingen kunnen veroorzaken in uit te gieten.

§3. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om de riolen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen of er aansluitingen op aan te brengen. Het is ook verboden om de riooldeksels in de openbare ruimte te openen of te verwijderen. Het verbod is niet van toepassing op het vrijmaken van rioolmonden als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Artikel 27.

§1. Het is verboden om waterwegen, rivieren, kanalen, vijvers, bekkens, fontein en riolen op enigerlei wijze te bevuilen. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het ook verboden om erin te baden, er dieren in te baden of er eender wat in te wassen of onder te dompelen.

§2. Het is tevens verboden om het ijs op stilstaand water en waterwegen, riolen en rioolkolken te vervuilen door er voorwerpen, gelijk welke vloeistoffen of dode of levende dieren op te werpen of in te gieten.

Sectie 5. Afvalverwijdering

Artikel 28.

§1. Het huishoudelijk afval en de voorwerpen of stoffen die bestemd zijn voor de selectieve ophalingen die door het Gewest worden georganiseerd, moeten bij de ophaling worden opgesteld volgens de voorschriften van het Agentschap Net Brussel of iedere erkende instelling (tijdstip, plaats, type recipiënt, enz.).

§2. De bewoners die wettelijk gemachtigd zijn om gebruik te maken van erkende containers, mogen deze enkel buitenzetten met inachtneming van de voorschriften van het Agentschap Net Brussel of iedere erkende instelling. De containers moeten on- middellijk na de huisvuilophaling weer worden binnengehaald in het gebouw. Zij moeten zowel vanbinnen als vanbuiten in nette staat worden gehouden.

§3. Indien de dienst voor huisvuilophaling het afval niet op het geplande tijdstip heeft opgehaald, moet ieder zijn afval weer binnenhalen en/of bewijzen dat men binnen 24 uur contact heeft opgenomen met de gemeentelijke of gewestelijke rein- heidsdienst om het probleem te signaleren.

§4. Er wordt ook over gewaakt dat de zakken of recipiënten met huishoudelijk afval afgesloten zijn en geen hinder of vervuiling

kunnen veroorzaken en geen dieren kunnen aantrekken. Daartoe is het toegestaan om ronde, trechtervormige en harde vuilnisbakken van +/- 50 cm hoog en met een inhoud van +/- 80 liter te gebruiken. Deze vuilnisbak moet zonder deksel worden opgesteld bij de ophaling.

§5. Zakken, vuilnisbakken en afval die bij de ophaling worden opgesteld volgens de voorschriften van het Agentschap Net Brussel of iedere er- kende instelling worden op het trottoir of op de berm langs de gevel geplaatst, bij voorkeur in de directe omgeving van de voordeur van de woning.

Ze moeten zodanig worden geplaatst dat ze perfect zichtbaar zijn vanop straat en de doorgang niet belemmeren. Het is ten strengste verboden om afval voor de gevel van de burens of van een andere woning in dezelfde straat en a fortiori in een andere straat te zetten. Het is vooral ook verboden om het meer bepaald rond en in bloembakken, bij of onder bomen, rond glasbollen en rond andere installaties op de openbare ruimte te zetten of achter te laten.

§6. Het is verboden om huishoudelijk afval rond en in openbare vuilnisbakken te gooien.

Artikel 29.

§1. Het gebruik van containers die door de bevoegde overheid of met haar goedkeuring op de openbare ruimte zijn geplaatst, is strikt voorbehouden aan de personen en voor het afval en de voorwerpen die deze overheid heeft vastgelegd.

§2. De door de gemeente voorbehouden inzamelplaatsen voor grofvuil en/ of groenafval zijn voorbehouden aan de bewoners van de gemeente of van de uitdrukkelijk geassocieerde gemeenten. Huishoudafval, recyclebaar, chemisch en bouwafval zijn uitgesloten. De inzamelplaatsen moeten perfect proper worden gehouden. Onder 'groenafval' wordt verstaan: het plantaardig afval afkomstig van het onderhoud van tuinen en groene ruimten: gras, dode bladeren, snoeiafval van bomen en struiken, plantenresten en gekapte takken. Het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.

Artikel 30.

§1. Iedere houder - natuurlijke of rechtspersoon (handelaars, onderneming, zelfstandige, vereniging, enz.) - van ongevaarlijk afval, uitgezonderd huishoudelijk afval, moet de voorschriften van de gewestelijke reglementeringen inzake afvalbeheer naleven.

§2. De personen die een overeenkomst hebben gesloten met een maatschappij voor de verwijdering van hun ongevaarlijk afval, uitgezonderd huishoudelijk afval, moeten in deze overeenkomst de dag en het tijdstip van de ophaling vermelden. Ze dienen er eveneens over te waken dat de zakken of recipiënten met het afval geen hinder of vervuiling kunnen veroorzaken en geen dieren kunnen aantrekken. Bovendien moeten de recipiënten zowel vanbinnen als vanbuiten in nette staat worden gehouden. De overeenkomst moet op het eerste verzoek van de bevoegde overheid worden vertoond.

§3. Wanneer de ophaling 's ochtends plaatsvindt, dienen de zakken of recipiënten te worden klaargezet op de vooravond van de ophaling na 18 uur of de dag zelf, vóór de komst van de vrachtwagen. Wanneer de ophaling 's avonds gebeurt, dienen de zakken of recipiënten te worden klaargezet de dag zelf na 18 uur en voor de komst van de vrachtwagen. Wanneer de ophaling 's namiddags plaatsvindt, dienen de zakken de ochtend zelf voor 12 uur te worden klaargezet. Het gemeentebestuur kan de tijdstippen voor de plaatsing van zakken of recipiënten met afval in dit artikel wijzigen wanneer ze in strijd zijn met de voorschriften op het gebied van openbare veiligheid, rust, reinheid of gezondheid.

Artikel 31.

Het ledigen van beerputten en septische putten en het vervoer en de verwijdering van de inhoud ervan mag enkel gebeuren door een onderneming die volgens de reglementering ter zake erkend is.

Sectie 6. Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

Artikel 32.

§1. Het is verboden om in de openbare ruimte het onderhoud, herstellingen aan het koetswerk, de smering, olieerversing of herstelling van voertuigen of van onderdelen van deze voertuigen uit te voeren of te laten uitvoeren, met uitzondering van herstellingen die worden uitgevoerd vlak nadat het defect zich heeft voorgedaan, voor zover het gaat om zeer beperkte ingrepen bedoeld om het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of te worden weggesleept.

§2. Het wassen van voertuigen, met uitzondering van voertuigen voor het goederenvervoer of openbaar vervoer van personen, al dan niet bezoldigd, is toegelaten op de openbare ruimte op de uren van de dag die het best passen omwille van de veiligheid, een vlotte doorgang en de openbare rust; het mag in geen geval tussen 22 uur en 7 uur. Bij vriesweer mag het ook alleen voor zover de veilige doorgang van personen en voertuigen niet in het gedrang wordt gebracht. Wassen en schoonmaken mag enkel gebeuren voor het gebouw waar de eigenaar van het voertuig woont of voor zijn garage. Zo niet mag de gekozen plaats in geen geval de buurt of de openbare rust verstoren.

§3. De producten en het gereedschap voor het herstellen of wassen van het voertuig moeten zorgvuldig worden verzameld, zodat de doorgang van voetgangers en weggebruikers niet wordt gehinderd.

Sectie 7. Vuur, rook, stof en geur

Artikel 33.

§1. Het is verboden om de buurt te hinderen door rook, geuren, roet of uitwasemingen van welke aard ook, alsook door stof of projectielen van alle aard.

§2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het eveneens verboden om buiten de gebouwen vuur te maken en afval en schroot, met inbegrip van groenafval en organisch huishoudafval, buiten te verbranden.

§3. Barbecues zijn uitsluitend toegelaten in private tuinen en op private koeren en terrassen als er gebruik wordt gemaakt van vaste of mobiele barbecuestellen die aangepast zijn aan de omstandigheden ter plaatse en voor zover ze geen gevaar voor de veiligheid inhouden en de buurt niet hinderen.

§4. Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn barbecues op de openbare ruimte verboden.

Sectie 8. Overnachten en kamperen

Artikel 34.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het op het hele grondgebied van de gemeente en op elke plaats van de openbare ruimte verboden om langer dan 24 uur onafgebroken te verblijven, slapen of kamperen in een wagen, een caravan, een camper of een daartoe ingericht voertuig.

§2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het eveneens verboden om meer dan 24 uur onafgebroken op een privéterrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woon- en aanhangwagen, een caravan of een mobilhome.

Sectie 9. Strijd tegen schadelijke en/of gevaarlijke dieren

Artikel 35.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid, en met uitzondering van voedsel bestemd voor andere vogels dan duiven bij vriesweer, is het verboden om elke materie bestemd voor het voeden van dieren, waaronder katten, honden, eenden, vissen, duiven en ganzen, achter te laten, neer te leggen, op te hangen of weg te werpen op de openbare ruimte, met inbegrip van bekkens en vijvers.

§2. Hetzelfde verbod is van toepassing op privéwegen, binnenplaatsen of andere delen van een gebouw, wanneer deze praktijk:

- de buurt kan hinderen of de openbare reinheid, gezondheid en veiligheid in het gedrang kan brengen;
- insecten, knaagdieren en duiven kan aantrekken;
- schade kan berokkenen aan het erfgoed en de bestaande gebouwen.

§3. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het op de plaatsen die door deze overheid zijn vastgelegd, toegestaan om zwervkatten te voeden in het kader van programma's voor het steriliseren van zwervkatten.

Artikel 36.

Onverminderd de bestaande wetgeving inzake het natuurbehoud moeten de eigenaars, beheerders of huurders van gebouwen duivennestplaatsen, zijnde met name openingen, permanent afschermen, bevuilde gebouwen laten schoonmaken en ontsmetten en de verspreiding van schadelijke dieren en organismen (zoals ratten, kakkerlakken, enz.) voorkomen en beëindigen, indien nodig door een beroep te doen op gespecialiseerde en/of officiële diensten.

Onverminderd de bestaande wetgeving inzake natuurbehoud zijn de eigenaars bovendien verplicht om de nesten van sociale wespen, sociale bijen of elke andere wilde nestplaats te laten verwijderen als die eender welke overlast veroorzaken. Zo niet zal de verwijdering ambtshalve door de bevoegde overheid gebeuren op kosten en risico van de eigenaars.

Sectie 10. Preventiemaatregelen

Artikel 37.

§1. De toegang tot cabines, douches of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, is verboden voor personen:

- die duidelijk niet zindelijk zijn;
- die lijden aan een besmettelijke ziekte of een wonde die nog niet geneeld is of met een verband bedekt is, of een huidziekte die met uitslag gepaard gaat;
- die een besmettelijke aandoening vertonen waardoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is;
- die duidelijk onder invloed van alcohol, drugs of geneesmiddelen zijn.

§2. De persoon die zich aanmeldt in een van de bovenstaande situaties, moet gehoorzamen aan het eerste verzoek van de bediende om het gebouw te verlaten of niet binnen te gaan. Bovendien mag hij worden uitgezet door de politiediensten, zo nodig onder dwang.

Sectie 11. Aanplakking

Artikel 38.

§1. Onverminderd de bepalingen van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening en de ter zake bestaande bepalingen eigen aan de domeinen, het materieel en de uitrusting van de openbare vervoersmaatschappijen, is het verboden om affiches, pamfletten, stickers, plakbriefjes of richtingspijlen aan te brengen, te doen aanbrengen of te plakken op de openbare ruimte of op elke plaats, in de openlucht, zichtbaar vanaf de openbare ruimte, zonder toelating van de bevoegde overheid en de eigenaar van de plaats of zonder zich te schikken naar de door de bevoegde overheid in de toelatingsakte vastgestelde voorwaarden.

§2. Op eenvoudig verzoek van de bevoegde overheid dient de verantwoordelijke uitgever van de in het de vorige paragraaf bedoelde affiches, pamfletten, stickers of plakbriefjes binnen 15 dagen na het verzoek de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon(en) belast met de verspreiding van de publicatie mee te delen.

§3. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen kunnen verkiezingsaffiches worden aangebracht op de door de bevoegde overheid vastgestelde plaatsen, volgens de voorwaarden die zij vaststelt.

§4. In overtreding met dit reglement aangebrachte affiches of stickers moeten worden verwijderd. Zo niet verwijdt de overheid ze ambtshalve, op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 39.

§1. Het is verboden om de affiches, pamfletten, stickers, plakbriefjes of richtingspijlen die met toelating van de overheid, eigenaar of gebruiker van de plaats werden aangebracht, te bevuilen, bedekken, beschadigen, vernielen, verscheuren, veranderen of verwijderen.

§2. Bij ieder gebouw dat het voorwerp uitmaakt van een politieverordening van de bestuurlijke politie moet deze affiche ad hoc op een van de muren of deuren zichtbaar vanaf de openbare ruimte worden opgehangen. De eigenaar van het gebouw moet ervoor zorgen dat deze affiche in een goede toestand blijft. Bij verwijdering of beschadiging van het document moet hij de affiche ogenblikkelijk vervangen.

Artikel 40.

De verhuurder of gemachtigde van de verhuurder die het bedrag van de gevraagde huurprijs en van de gemeenschappelijke lasten niet heeft vermeld in elke officiële of openbare mededeling over de verhuring van een goed bestemd voor bewoning in de ruime betekenis, is overeenkomstig artikel 217, §2 van de Brusselse Huisvestingscode onderworpen aan een administratieve geldboete van 50 tot 200 euro.

3. OPENBARE VEILIGHEID

Sectie 1. Samenscholingen, betogingen en optochten

Artikel 41.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om op de openbare ruimte samenscholingen, betogingen, rellen of optochten die het voertuigenverkeer kunnen storen en gebruikers van de openbare ruimte kunnen hinderen, te organiseren, uit te lokken of eraan deel te nemen.

Artikel 42.

Voor elke samenschooling, betoging, activiteit of optocht, van welke aard ook, in de openbare ruimte of in galerijen en doorgangen op privégrond die voor het publiek toegankelijk zijn, is de toelating van de bevoegde overheid vereist.

Sectie 2. Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten

Artikel 43.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om op de openbare ruimte op voor het publiek toegankelijke plaatsen

en op privé-eigendommen eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals:

1. allerhande voorwerpen gooien, lanceren of voortstuwen; deze bepaling is niet van toepassing op sportdisciplines en spelen in passende installaties;
2. zaken blootstellen of achterlaten die door hun aanwezigheid schade kunnen veroorzaken door hun val of ongezonde uitwasemingen;
3. enig voorwerp achterlaten dat kan worden gebruikt door iemand met slechte intenties om de veiligheid van personen en goederen in het gedrang te brengen;
4. gebruikmaken van vuurwapens, persluchtwapens, gaswapens of werpwapens zoals bogen en kruisbogen, uitgezonderd in stands die een toelating hebben of in schietkramen op kermissen;
5. gebruikmaken van vuurwerk en voetzoekers;
6. klimmen op afsluitingen, in bomen, op palen of op gelijk welke constructies of installaties;
7. gewelddadige of luidruchtige spelen of oefeningen doen;
8. gevaarlijke artistieke prestaties leveren;
9. allerhande werkzaamheden verrichten;
10. uitstralen of projecteren van laserlicht of gelijkgesteld, dat verblinding van welke aard ook kan veroorzaken, hetzij rechtstreeks, hetzij door het reflecteren van lichtbundels, uitzenden of richten. Wapens, munitie, voetzoekers of vuurwerk, gebruikt in overtreding met de bovengenoemde bepalingen, worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen vernietigd.
11. bepaalde gevaarlijke stoffen zoals lachgas voor recreatieve doeleinden gebruiken of bezitten.

Artikel 44.

Het is in de openbare ruimte verboden om:

- de toegang tot openbare of private gebouwen of bouwwerken, ook al is dit maar gedeeltelijk, te belemmeren;
- de doorgang voor voorbijgangers, ook al is dit maar gedeeltelijk, te verhinderen;
- de doorgang van personen met een visuele handicap te belemmeren op blindengeleidestroken en/of geleide- lijnen;
- zich dreigend op te stellen;
- behoudens toelating van de bevoegde overheid eender welke activiteit uit te oefenen op de rijweg.

In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar het hinderlijke gedrag of de activiteit onmiddellijk doen stopzetten.

Artikel 45.

Onverminderd de andere geldende reglementeringen is het gebruik van ieder vervoersmiddel, zoals steps, rolschaatsen, skateboards, tonneaus, sleeën, hoverboards en eenwielaars, enkel toegelaten op voorwaarde dat de veiligheid van de voetgangers en andere gebruikers en de vlotte doorgang niet in gevaar worden gebracht.

De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Artikel 46.

§1er. Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn verboden op de openbare ruimte:

- inzamelingen, verkoopinzamelingen en verkoop zoals leuren, de inzameling van fooien;
- allerhande gemakkelikheden zoals tentoonstellingen, filmopnames, jaaren expobeurzen, fuiven, bals, vertoningen, spektakels, karaoke of feestelijke verlichtingen;
- waarzeggerij;
- loterij- of kansspelen.

§2. In geval van overtreding worden de tafels, werktuigen, spel- of loterijtoestellen, alsook de inzetten, waren, voorwerpen of loten in beslag genomen en verbeurdverklaard.

Artikel 47.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn verboden op de openbare ruimte: de activiteiten van personenvervoer die betrekking hebben op een cliënteel van toeristen op doorreis of georganiseerd in het kader van feestelijke of handelsactiviteiten die plaatsvinden op het grondgebied van de gemeente, waarbij personen instappen op het grondgebied van de gemeente, al dan niet door middel van gemotoriseerde voertuigen, spannen of bereden dieren. Deze laatste bepaling heeft echter geen betrekking op het openbaar vervoer en de taxi's of de voertuigen met bestuurder.

Artikel 48.

Onverminderd de geldende wetgeving is het verboden om eender welke vorm van pesticiden te verspreiden op de openbare ruimte.

Artikel 49.

Het is verboden om eender welke concerten, vertoningen, gemakkelikheden of bijeenkomsten op de openbare weg waarvoor de bevoegde overheid toelating heeft gegeven, alsook evenementen in vertonings-, feest-, concert- of sportzalen en filosofische of religieuze samenkomsten op enigerlei wijze te verstoren. De toegang tot de scène is verboden voor iedere persoon die er niet voor zijn dienst moet zijn.

Het is het publiek in vertonings-, feest-, concert- of sportzalen verboden om:

1. op de scène, de piste of het terrein te komen zonder daartoe te zijn uitgenodigd of toegelaten door de artiesten, performers of organisatoren, of binnen te gaan in de privévertrekken van de inrichting of de artiesten- of sportersvertrekken;
2. voorwerpen, die in hun val het publiek, de acteurs of de performers kunnen schaden of anderszins hinderen op balkons en leuningen te leggen of eraan te bevestigen;
3. door zijn gedrag de stabiliteit en/of veiligheid van de installaties of plaatsen in gevaar te brengen;
4. het spektakel, feest of concert op een andere manier te verstoren.

Sectie 3. Autoloze dag

Artikel 50.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het autoverkeer verboden tijdens de 'autoloze dag'.

§2. Onder 'autoverkeer' wordt verstaan: het verkeer met motorvoertuigen in de zin van artikel 2.16 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

§3. De datum en modaliteiten van een autoloze dag worden vastgelegd in een tijdelijke politieverordening.

Sectie 4. Verkoop en verdeling op de openbare ruimte

Artikel 51.

§1. De activiteit van de verdelers van kranten, publicaties, tekeningen, gravures, advertenties en allerlei drukwerk mag de openbare orde niet verstoren en het verkeer niet belemmeren.

§2. De personen die optreden als verkoper of verdeler van kranten, geschriften, tekeningen, gravures, advertenties en allerlei drukwerk in straten en andere openbare plaatsen mogen zonder voorafgaande toelating geen materiaal gebruiken voor de uitoefening van deze activiteit, onverminderd de reglementering betreffende de openbare markten en ambulante handel.

§3. De verdelers en/of verkopers moeten het drukwerk oprapen dat door het publiek op de grond zou worden gegooid in de onmiddellijke omgeving van de plaats waar de verdeling en/of verkoop plaatsvindt.

§4. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verkopers of verspreiders van kranten, geschriften, reclamestalen, drukwerk, foto's, tekeningen of reclamefolders verboden om:

- kranten, geschriften, enz. op de openbare weg of op de drempel van deuren en vensterbanken van gebouwen op te stapelen of ze te hangen aan uitspringende delen of ijzeren onderdelen zoals deurklinken of deurknoppen en smeedijzeren structuren. Reclamedrukwerk moet verplicht in de brievenbus worden gestopt;
- kranten, geschriften, enz. op te stapelen in verlaten gebouwen en in brievenbussen zonder nummer;
- zonder toelating van de eigenaar of gebruiker, reclamedrukwerk aan te brengen of te laten aanbrengen op voertuigen;
- een luidspreker te gebruiken;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

§5. Onder het begrip materiaal wordt meer bepaald verstaan voor deze bepaling: de tribunes, karren of ander materiaal dat een belemmering voor voorbijgangers zou kunnen vormen, overlast zou kunnen veroorzaken in termen van openbare reinheid of zou kunnen lijken op een toe-eigening van de openbare ruimte zonder toelating.

§6. Op het grondgebied van de Stad Brussel en Elsene zijn de verkoop en verspreiding, behoudens specifieke toelating van de bevoegde overheid, totaal verboden:

1. in de neutrale zone;
2. in de erfgoedzone beschermd door de UNESCO rond de Grote Markt, afgebakend door en met inbegrip van: Zuidstraat en Henri Mausstraat, Beursplein, Beursstraat, Taborastraat, Kleerkopersstraat, Schildknaapsstraat, Arenbergstraat, Bergstraat, Agoraplein, Magdalenasteenweg, Duquesnoystraat, Sint-Jansplein en Lombardstraat;
3. op het Congresplein, Poelaertplein, Koningsplein en Onze-Lieve-Vrouw-Voorplein, alsook 50 meter in de omtrek;
4. op minder dan 50 meter van werkloosheidskantoren, onderwijsinstellingen, eredienstplaatsen, kazernes en andere militaire gebouwen;
5. in de zone afgebakend door de Houba de Strooperlaan, Romeinsesteenweg, Madridlaan, Dikke- Lindelaan, Eeuwfeestlaan, Sint-Lambertusplein, Heizelstraat, met inbegrip van haar verkeersaders op dagen waarop tentoonstellingen, vergaderingen, feesten of andere evenementen plaatsvinden in het Koning Boudewijnstadion of het Tentoonstellingspark;
6. op de Esplanade Solidarnosc.

Artikel 52.

Op eenvoudig verzoek van de bevoegde overheid dient elke verantwoordelijke uitgever van kranten, geschriften, drukwerk of reclamebladen binnen 15 dagen na het verzoek de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon(en) belast met de verspreiding van de publicatie mee te delen.

Artikel 53.

§1. Het is verboden om buiten de spektakel- of concertzalen en plaatsen voor sportbijeenkomsten of evenementen de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hen toegangskarten te verkopen of om hen uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

§2. Het is de handelaars of restauranthouders en de personen die ze tewerkstellen eveneens verboden klanten aan te spreken of aan te roepen om naar hun zaak te komen als de laatstgenoemden geen interesse voor hun zaak hebben laten blijken.

Sectie 5. Plaatsing van kranen

Artikel 54.

Elke plaatsing van een kraan is onderworpen aan de toelating van de bevoegde overheid. Onverminderd de reglementaire voorschriften inzake stedenbouw, leefmilieu en arbeidsbescherming, is het verplicht:

1. dat voor een kraan in gebruik te nemen en telkens als het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming de opmaak van een proces-verbaal van verificatie vereist, een kopie van dit stuk, opgesteld door een erkende instelling, naar de bevoegde overheid wordt gestuurd, binnen een termijn van drie weken voor het monteren of hermonteren;
2. dat voor het gebruik van de kraan de voorlegging van een werfplan vereist is, alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het tuig, vloeroppervlak en draaicirkel van de arm inbegrepen;
3. dat de kranen een stabiele basis hebben op de grond, om te voorkomen dat ze omvallen. Torenkranen op rails moeten bovendien worden vastgemaakt aan deze rails die op hun beurt stevig in de grond verankerd moeten zijn om te voorkomen dat ze worden uitgerukt en omvallen;
4. dat de kraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw wordt opgenomen, hetzij degelijk op verschillende plaatsen wordt verankerd;
5. dat de gebruikers alle passende maatregelen nemen opdat de stabiliteit van de kraan niet vermindert wanneer ze zich in draaistand bevindt en dat ze geen ongecontroleerde bewegingen kan maken;
6. dat de vervoerde materialen, indien ze poedervormig of vloeibaar zijn of zich kunnen verspreiden, worden opgeslagen in containers zodat er niets op de openbare ruimte, in de private eigendommen of binnen de met paalwerk omheinde ruimte kan vallen. De omheining moet zo nodig, op bevel van de gemachtigde ambtenaar, worden verwijderd bij de dagelijkse sluiting van de bouwplaats;
7. dat voor de torenkraan in gebruik te nemen, een lijst met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, de ingenieur, de bevoegde technicus en een lid van het kraanpersoneel, die te allen tijde, zowel overdag als 's nachts, snel bereikbaar zijn, wordt ingediend op het dichtstbijzijnde politiecommissariaat. Een kopie ervan wordt aangeplakt aan de

buitenzijde van het werfkantoor;

8. dat de aannemer gedekt is inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor ongevallen veroorzaakt aan derden door het gebruik van kranen, zowel op als buiten de bouwplaats. Het bewijs wordt bij de toelatingsaanvraag gevoegd;
9. dat de kraan uiterlijk acht dagen na het einde van de werken waarvoor ze in gebruik werd genomen, moet worden weggehaald. Zo niet wordt daartoe overgegaan door toedoen van de bevoegde overheid op kosten en risico van de aannemer;
10. dat er aan de voet van de torenkraan een voorziening wordt aangebracht die het fysiek onmogelijk maakt voor onbevoegde personen om op de kraan te klimmen. Deze voorziening moet worden beschreven in de toelatingsaanvraag.

Sectie 6. Privatieve bezetting van de openbare ruimte en voorwerpen die schadelijk kunnen zijn door hun val

Artikel 55.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid, en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw, zijn verboden:

- de privatieve bezetting van de openbare ruimte boven, op het niveau van of onder de grond, vastgemaakt, opgehangen, neergelegd of achtergelaten voorwerp, met inbegrip van de belemmering van de openbare ruimte met materialen, steigers of allerhande voorwerpen. Klimplanten vormen een uitzondering, voor zover ze de openbare veiligheid en een vlotte doorgang niet in het gedrang brengen;
- putten graven op de openbare weg;
- de installatie op hoge delen van gebouwen of tegen huisgevels van voorwerpen die gevaarlijk kunnen zijn door hun val, ook al steken ze niet over de openbare weg uit. Voorwerpen op vensterbanken, vastgemaakt met een stevig bevestigde en niet - uitstekende voorziening, zijn vrijgesteld van deze bepaling.

§2. Behoudens specifieke en voorafgaande toelating van de gemeentelijke overheid is het verboden om, onder andere met verschillende voorwerpen, zich een parkeerplaats te reserveren op de openbare weg.

§3. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het verboden om wimpels, vlaggen, lichtgevend slingers, spandoeken of dergelijke op gevels van gebouwen te plaatsen of over de openbare weg te hangen zonder toelating van de bevoegde overheid.

§4. Het is verboden om buiten woningen, op of boven de openbare ruimte, doeken, linnen en andere voorwerpen uit te spreiden of te laten drogen.

§5. Onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement op het wegverkeer en de gewestelijke wettelijke en reglementaire bepalingen, mag niemand zonder voorafgaande toelating van de bevoegde overheid voorwerpen, van welke aard ook, op de openbare weg plaatsen. Het onderhoud ervan is de taak van de eigenaars, huurders of personen waarvan sprake in artikel 22 van dit reglement.

§6. Onverminderd de bepalingen van het verkeersreglement mag geen enkel voorwerp, zelfs gedeeltelijk, de voorwerpen van openbaar nut verbergen waarvan de zichtbaarheid volledig moet verzekerd zijn.

§7. Geen enkel voorwerp mag evenmin de toegang tot deuren of ramen van gevels langs de openbare weg verbergen, zelfs niet gedeeltelijk.

§8. De voorwerpen die in overtreding met dit artikel geplaatst, vastgehecht, vastgemaakt of opgehangen zijn, moeten op het eerste verzoek van de gemachtigde ambtenaren worden verwijderd. Zo niet gebeurt dit ambtshalve op kosten en risico van de overtreder.

§9. Iedereen die een toelating heeft gekregen om materialen, steigers of andere voorwerpen op de openbare ruimte te plaatsen of te bewaren, of er putten te graven, dient verlichting en verkeerstekens aan te brengen bij de ingenomen ruimte, opslagplaatsen of putten. Zo niet gebeurt dit door de bevoegde overheid op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 56.

Behalve met een toelating van de bevoegde overheid is het voor elke persoon die zich op de openbare weg bevindt verboden om de doorgang van voorbijgangers te belemmeren door het plaatsen of achterlaten van elk verplaatsbaar voorwerp, zoals bagage, huishoudelijk afval, bouwafval en voertuigen. Het begrip doorgang belemmeren wordt onder meer door de volgende gedragingen vastgesteld:

- aan voetgangers, op elke plaats waar de doorgang toegelaten is, een breedte van minder dan 1,50 meter laten, of een andere breedte die door de bevoegde overheden is opgelegd naargelang de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of die hen verplichten om over voorwerpen die de doorgang belemmeren te stappen of te klimmen;
- aan voertuigen die op de weg rijden een breedte van minder dan 3 meter laten, of gelijk welke andere breedte die nodig is voor de doorgang van hulpvoertuigen naargelang de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of op de weg voorwerpen achterlaten die voorbijrijdende voertuigen kunnen beschadigen;
- fietspaden zodanig versperren dat het voor fietsers onmogelijk is om zonder gevaar te fietsen;
- de toegang tot gebouwen, al dan niet in opbouw, beletten of beperken, zoals hierboven beschreven, voor voetgangers, fietsers en voertuigen.

Artikel 57.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden voor een onderneming die voertuigen verhuurt, herstelt of verkoopt, om zich opzettelijk en herhaaldelijk parkeerplaatsen op de openbare weg toe te eigenen. Wordt onder meer bedoeld: het parkeren op de weg van voertuigen in afwachting van een mechanische interventie of een interventie aan het koetswerk, alsook voertuigen die moeten worden afgehaald door hun eigenaars.

De beroepsvoertuigen bestemd voor personen- en goederenvervoer vallen eveneens onder deze bepaling, waarbij laatstgenoemde overigens eerst de hun voorbehouden plaatsen moeten innemen.

§2. Elk voertuig dat kan worden gelijkgesteld met een achtergelaten voertuig is vatbaar voor een beslissing tot wegtakeling door de bevoegde overheid op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 58.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om cafeterrassen (o.a. stoelen, banken en tafels), kraampjes, menuborden of reclameborden onder gelijk welke vorm te plaatsen en koopwaren of drukwerk op de openbare ruimte uit te stallen.

§2. De voorwerpen die in strijd met dit artikel zijn geplaatst of uitgesteld, moeten op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar worden verwijderd. Zo niet gebeurt dit ambtshalve op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 59.

- §1. Onverminderd de reglementering inzake stedenbouw moeten de eigenaars of gebruikers van antennes, parabolen en al dan niet lichtgevende reclameborden voortdurend nagaan en zich ervan vergewissen of de stabiliteit ervan perfect is.
- §2. Elke installatie die niet wordt gebruikt, moet binnen acht dagen na beëindiging van het gebruik worden weggehaald.
- §3. Wie de bepalingen in dit artikel overtreedt, moet de antenne, de al dan niet lichtgevende reclame, de schotelantenne of de betrokken installatie verwijderen. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 60.

Afsluitingen, scheidingswanden, omheiningen of reclameborden die in de grond zijn verankerd of aan gebouwen zijn bevestigd, moeten stevig worden vastgemaakt zodat ze niet kunnen omvallen.

Artikel 61.

- §1. Bomen en beplantingen in privé-eigendommen moeten zodanig worden gesnoeid dat alle takken die over de openbare weg hangen, zich op een hoogte van minstens 2,50 meter van de grond bevinden en het uiteinde ervan zich op een afstand van minstens 0,50 meter van de openbare rijweg bevindt. Het snoeien dient te gebeuren met inachtneming van de specifieke bepalingen die daarvoor zijn voorzien in de huidige wetgeving betreffende met name het natuurbehoud.
- §2. Bomen en beplantingen mogen in geen geval de lichtstroom van de openbare verlichting en voorwerpen van openbaar nut verbergen.
- §3. Hagen mogen niet uitsteken over de openbare weg en moeten te allen tijde gesnoeid zijn om de breedte van de openbare weg niet te verkleinen.
- §4. Indien bijzondere veiligheidsredenen dit vereisen, kan de gemachtigde ambtenaar andere afmetingen opleggen en moeten de voorgeschreven werken worden verricht.
- §5. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, moet de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 62.

- §1. Het is verboden om lange of om- vangrijke voorwerpen van de binnenkant van een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.
- §2. Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenzonneblinden, jaloezieën of zonnegordijnen die op de gelijkvloerse verdieping geplaatst zijn, indien het gebouw zich langs de rooilijn bevindt die aan de openbare weg grenst.
- Wanneer de buitenzonneblinden of jaloezieën open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden. De pallen en haken die op de gelijkvloerse verdieping geplaatst zijn, dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Artikel 63.

- §1. Het is verboden om het even welk voorwerp door deuren, openingen of vensters te werpen, die uitgeven op de openbare weg.
- §2. Wanneer de verwijdering van bepaalde voorwerpen of materialen door voormelde openingen onontbeerlijk is, bijvoorbeeld in geval van verhuizing, wordt elke voorzorgsmaatregel genomen om dat gedeelte van de openbare weg dat gevaarlijk is, te onttrekken aan het wegverkeer en de weggebruikers en om het verkeer te regelen zodanig dat ieder ongeval wordt voorkomen.

Artikel 64.

Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts worden geopend:

- gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is;
- met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.
- beide voorwaarden zijn cumulatief.

Artikel 65.

- §1. Alle eigenaars van onroerend goed moeten zichtbaar aan de buitenkant en aan de straatkant het huisnummer van het gebouw aanbrengen. Zij moeten ook per gebruikte woonoppervlakte of wooneenheid een perfect werkende bel plaatsen. De gebruikers brengen zichtbaar hun familienaam of handelsbenaming aan op de bovengenoemde bel, alsook dicht bij de voordeur en op de brievenbus.
- §2. Bij een nieuwbouw is de eigenaar verplicht om het hem toegekende nummer binnen vijftien dagen na ontvangst aan te brengen.
- §3. Het is verboden om op welke manier dan ook huisnummers, toegekend door het gemeentebestuur, te bedekken, los te rukken, te beschadigen of weg te halen, evenals naamborden van openbare wegen.
- §4. In geval van nummerwijziging dient het oude nummer te worden afgedekt of met een zwarte streep te worden geschrapt, en mag het maximaal twee jaar behouden blijven vanaf de kennisgeving ter zake door de bevoegde overheid.
- §5. Indien gelijk welke werkzaamheden aan het gebouw noodgedwongen de schrapping, tijdelijke verwijdering of bedekking van het huisnummer vereisen, dient dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werkzaamheden opnieuw te worden aangebracht.
- §6. Indien het nummer niet binnen de in dit artikel vermelde termijnen wordt aangebracht, zal de bevoegde overheid het gebouw ambtshalve nummers met behulp van zwarte verf met industrieel sjabloon, en dit op kosten van de eigenaar.

Artikel 66.

- §1. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of verantwoordelijken in enige hoedanigheid van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling tot gevolg heeft, het onderhoud, de plaatsing op de gevel of topgevel van hun gebouw, ook wanneer dit zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel aan de straatkant, toe te staan van iedere voorziening van openbaar nut en in het bijzonder:
1. het plaatsen van een bord met de straatnaam van het gebouw;
 2. het plaatsen van een historisch straatbord;
 3. het plaatsen van alle verkeerstekens;
 4. het plaatsen van een infrastructuur- kabel van een overheidsdienst;
 5. een verankering voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscamera's, ...;
 6. het gebruik van de kelderverdieping van het gebouw door nutsmaatschappijen die de toelating van de bevoegde overheid hebben;

7. het aanbrengen van elk bericht van openbaar onderzoek bepaald door de wettelijk van kracht zijnde bepalingen;
8. het aanbrengen van kabels die nodig zijn voor de uitbating van trams en andere voertuigen van het openbaar vervoer;
9. de plaatsing van borden om brandmonden of brandkranen aan te geven;
10. de plaatsing van elke veiligheidsinrichting. Dit geldt eveneens voor bevestigingen, statieven en apparaten die nodig zijn voor de goede werking van de bovengenoemde diensten. Het is verboden de hogervermelde voorwerpen weg te halen of te verplaatsen. De verwijdering of de verplaatsing van deze voorwerpen, voor om het even welke reden, gebeurt door tussenkomst van het gemeentebestuur of de daartoe bevoegde concessiehouder.

§2. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van onroerende goederen moeten zich ervan verzekeren dat bovengenoemde zaken, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in een perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid of gezondheid niet in het gedrang zouden brengen.

Artikel 67.

De eigenaar is verplicht om de passende materiële maatregelen te treffen om te vermijden dat onbevoegden toegang krijgen tot leegstaande gebouwen of onbebouwde terreinen.

Sectie 7. Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Artikel 68.

Het is verboden om de oproepen en signalen van de hulp- en interventie- diensten na te bootsen, voor welk doel ook.

Artikel 69.

Iedere bedrieglijke hulpoproep of ieder bedrieglijk gebruik van een praatpaal, signalisatietoestel en waarschuwings- of alarmvoorziening bestemd om de veiligheid van de gebruikers te vrijwaren, is verboden.

Artikel 70.

Het is onbevoegden verboden om niet voor het publiek toegankelijke gebouwen of installaties van openbaar nut te betreden.

Personen die daar door de bevoegde overheid niet toe werden gemachtigd, mogen geen kranen van leidingen van gelijk welke aard, schakelaars van de openbare verlichting, openbare klokken, signalisatieapparaten noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen bevinden.

Artikel 71.

Het is voor iedere onbevoegde persoon verboden om andermans terrein te betreden, er een dier waarvoor hij verantwoordelijk is op te laten gaan, er veldvruchten of enige voortbrengselen van de bodem af te snijden of te vernietigen, zelfs zonder de intentie deze te stelen. Het is verboden om op andermans terrein veldvruchten of voortbrengselen van de bodem te stropen, te ontvreemden, te roven of te beschadigen.

Sectie 8. Brand en aanverwante gevaren

Artikel 72.

In geval van brand, een gas- of water- lek of een ander schadegeval moet elke persoon die dit vaststelt onmiddellijk contact opnemen met het politiekantoor, de dichtstbijzijnde brandweerdienst of het centrale noodnummer.

Artikel 73.

De eigenaars, huurders of bewoners van een gebouw waar brand is uitgebroken, alsook van de omringende gebouwen moeten:

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen en aanwijzingen van de brandweer, de Civiele Bescherming, de politie of andere overheidsdiensten waarvan het optreden nodig is om het schadegeval te bestrijden;
2. toegang tot hun gebouw geven;
3. het gebruik van de waterpunten en van alle beschikbare brandbestrijdingsmiddelen toelaten.

Artikel 74.

Zijn verboden op de openbare weg en in de voor het publiek toegankelijke plaatsen: het parkeren van voertuigen en het plaatsen, zelfs tijdelijk, van zaken die het opsporen van, de toegang tot of het gebruik van bluswater kunnen hinderen of verhinderen, alsook het opsporen van, de toegang tot of het gebruik van afsluitkleppen voor gas, elektriciteit, water of telecommunicatie.

Artikel 75.

Het is verboden om de tekens voor de identificatie of het opsporen van de volgende hulpbronnen te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen: gas, elektriciteit, telecommunicatie of water voor het blussen van branden.

Artikel 76.

Brandkranen of -monden, de deksels of luiken die de kamers met brandmonden afsluiten, de putten en alle aansluitingen van gebouwen moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk toegankelijk blijven. Hetzelfde geldt voor de luiken die het elektriciteits-, gas- en telecommunicatienet afsluiten.

Artikel 77.

Elke bewoner van een gebouw of deel van een gebouw is verplicht om ervoor te zorgen dat de schoorstenen en rookafvoerbuizen die hij gebruikt:

- constant in goede staat van werking worden gehouden;
- volgens de wettelijk voorgeschreven periodiciteit worden schoongemaakt.

Artikel 78.

Als een evenement zoals een fuif, ontspanning, dansavond of elke andere bijeenkomst wordt georganiseerd in een voor het publiek toegankelijke plaats waarvan de organisatoren niet kunnen bewijzen dat die plaats voldoet aan de veiligheidsvoorschriften, met name de brandveiligheidsregelgeving, kan de bevoegde overheid het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval de inrichting doen ontruimen en sluiten. Op voor het publiek toegankelijke plaatsen, zelfs wanneer het publiek er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten is, is het verboden om het maximumaantal personen dat gelijktijdig aanwezig mag zijn, vastgelegd door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp in het kader van de brandveiligheids- en brandpreventienormen, te overschrijden.

Als dit aantal overschreden wordt, mag de politie de ruimte ontruimen en sluiten.

Artikel 79.

Onverminderd de wettelijke bepalingen die van kracht zijn, is het verboden om op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn, gelijk welke voorwerpen te plaatsen, te bevestigen of op te hangen die de doorgang via de trappen, aan de uitgangen of nooduitgangen alsook in de gangen die erheen leiden, hinderen of die op gelijk welke wijze hun breedte of hoogte beperken.

Artikel 80.

§1. Alle (woon)gebouwen of constructies waarvan de hoofdingang niet rechtstreeks uitkomt op de openbare weg, moeten bereikbaar zijn voor hulpvoertuigen. Deze toegangsweg moet het verkeer, het parkeren en het aanwenden van het materiaal van de hulpdiensten toelaten.

§2. Deze toegangsweg moet steeds vrij en gemakkelijk toegankelijk blijven.

Het is verboden om er voertuigen tot stilstand te brengen of er om het even welke materialen of voorwerpen achter te laten.

§3. Deze toegangsweg wordt aangeduid door gelijk welk signalisatiemiddel dat gepast wordt geacht.

§4. De bevoegde overheid kan voor de bestaande toegangswegen bepalen welke maatregelen zij nodig acht om het optreden van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp mogelijk te maken.

Sectie 9. Bijzondere bepalingen met betrekking tot de weersomstandigheden

Artikel 81.

§1. Met dode bladeren, sneeuw of ijzel bedekte trottoirs moeten volledig of over twee derde van hun breedte met een minimum van 1,50 meter, al naargelang de breedte van het trottoir, geruimd of slipvrij gemaakt worden om de veilige doorgang van voetgangers te bevorderen. De sneeuw moet op en aan de rand van het voetpad worden gelegd en mag niet op de rijweg worden gegooid. Als de plaatsgesteldheid het niet toelaat, wordt de sneeuw op de rand van de rijweg gelegd. De rioolkolken, straatgoten en zebrapaden moeten vrij blijven. Dit moet worden uitgevoerd door de in artikel 22 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden.

§2. Het strooien van zand of gelijk welk ander product om sneeuw of ijs te doen smelten op de treden van buitentrappen, op voetpaden of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van de in deze bepaling voorgeschreven verplichtingen.

Artikel 82.

Ijspegels die zich vormen aan de hoger gelegen delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken, moeten worden verwijderd. Indien nodig wordt er een beroep gedaan op de brand- weerdienst. Deze verplichting geldt voor de in artikel 22 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden.

Artikel 83.

Het is op de openbare ruimte verboden om:

- bij vorst water te gieten of te laten vloeien;
- glijbanen aan te leggen;
- sneeuw of ijs, afkomstig uit privé-eigendommen, op te hopen.

Artikel 84.

Het is verboden om zich op het ijs van kanalen, waterbekkens, vijvers en waterlopen te begeven, zonder toelating van de bevoegde overheid.

Iedere activiteit is er verboden zonder toelating.

Sectie 10. Vrijtijdsbestedingen en -plaatsen

Artikel 85.

§1. De toestellen en uitrustingen die ter beschikking gesteld zijn van het publiek op permanente of tijdelijke gemeentelijke speelpleinen of speelvelden moeten zo worden gebruikt dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen, onder meer door naleving van de door de bevoegde overheid vastgelegde leeftijdsgrenzen. De plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, mogen niet worden gebruikt voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden.

Kinderen onder de zeven jaar moeten verplicht vergezeld zijn door een van hun ouders of door de persoon aan wiens toezicht ze zijn toevertrouwd. De toegang tot de speelpleinen en -velden is iedere dag, met inbegrip van zonen feestdagen, toegestaan van zonsopgang tot zonsondergang, behoudens aangeplakte andersluidende bepaling.

§2. De gemeente is niet aansprakelijk voor eventuele ongevallen op een gemeentelijk speelterrein die het gevolg zijn van een niet-conform of onvoorzichtig gebruik van de speeltoestellen, alsook van elk gebruik door personen die niet de geschikte leeftijd hebben of zonder passende begeleiding achtergelaten kinderen.

§3. Onverminderd de reglementaire bepalingen inzake de veiligheid in stadions of andere plaatsen waar sport wordt beoefend, vereist elke installatie van voorlopige tribunes voor het onthaal van meer dan honderd personen, naar aanleiding van om het even welke culturele, sportieve of andere manifestatie, ongeacht de bouwmaterialen, de montagetechnieken of de technieken voor de bodem-verankering ervan, na de montage van de tribunes maar vóór elk gebruik ervan:

1. een goedkeuringsverslag, afgeleverd door een erkende controle-instantie inzake stabiliteit;
2. een positief controleverslag, opgesteld door een brandpreventietechnicus van de brandweerdienst. Deze documenten worden bezorgd aan de bevoegde overheid en zijn ter plaatse beschikbaar gedurende de volledige duur van het evenement.

Sectie 11. Verhuizingen, laden en lossen

Artikel 86.

§1. Er mogen geen goederen, meubels of andere zaken op de openbare ruimte worden geladen of gelost tussen 22 en 7 uur, behoudens door de bevoegde overheid afgegeven toelating. Dit verbod geldt niet voor persoonlijke zaken bij vertrek of terugkeer van een reis.

§2. Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen of andere goederen op de openbare ruimte moet erop worden gelet dat de voetgangers niet worden verplicht om het voetpad te verlaten, dat ze zich nergens tegen kunnen stoten of dat ze zich niet kunnen verwonden, en dat noch de veiligheid, noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust en reinheid in het gedrang komen. Dezelfde voorzorgsmaatregelen moeten worden genomen ten aanzien van fietsers daar waar fietspaden worden aangelegd. Als het onmogelijk is om de voetgangers op het trottoir te laten doorgaan, moeten de nodige maatregelen worden getroffen om de doorgang van voetgangers in alle veiligheid te garanderen. Deze transporten, ladingen en lossingen kunnen slechts plaatsvinden voor het gebouw of de garage van de uitbater of bewoner van de ruimte.

§3. Zodra het lossen beëindigd is, wordt de openbare weg onmiddellijk weer ontruimd. Zo niet behoudt de bevoegde overheid, naast de toepassing van een administratieve sanctie, zich het recht voor om tot deze ontruiming over te gaan op kosten en risico van de burgerlijk aansprakelijke.

Artikel 87.

Het is verboden om winkelkarren achter te laten in de openbare ruimte. De uitbaters van winkelcentra zijn verplicht om alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling garanderen. Bovendien zijn ze verplicht om de identificatie van de winkelkarren te garanderen.

4. OPENBARE RUST

Sectie 1. Geluidshinder

Artikel 88.

Het is overdag verboden om geluidshinder te veroorzaken tussen 7 uur en 22 uur (met inbegrip van het geroep van dieren) die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Worden onder meer bedoeld met de geluidshinder die wordt veroorzaakt:

- in privé-eigendommen;
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten;
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek.

Artikel 89.

Het is verboden voor uitbaters van inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en in het algemeen de uitbaters die wijn, bier of gelijk welke andere dranken in de detailhandel verkopen, hun zaak te sluiten, de ramen ervan te verduisteren of het licht eruit te schakelen zolang er zich één of meer klanten bevinden.

De politie kan de voor het publiek toegankelijke inrichtingen laten ontruimen en sluiten wanneer zij er wanorde of lawaai vaststelt die de openbare rust of de rust van de omwonenden kan storen.

Artikel 90.

Het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of gelijk welke voorwerpen die geluidshinder kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, stangen, dozen, vaten of metalen of andere recipiënten, moet als volgt gebeuren:

1. deze voorwerpen moeten worden gedragen en niet gesleept, op de grond worden geplaatst en er niet op worden geworpen;
2. als deze voorwerpen door hun afmetingen of hun gewicht niet kunnen worden gedragen, dienen ze te worden uitgerust met een voorziening waardoor ze geluidloos kunnen worden verplaatst, zonder dat de grond wordt beschadigd, ongeacht de samenstelling van die grond.

Artikel 91.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid zijn verboden in de openbare ruimte:

1. vocale, instrumentale of muzikale optredens, uitvoeringen en uitzendingen;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
3. parades en kermismuziek;
4. andere optredens of activiteiten van artistieke, divinatoire of esoterische aard.

Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek.

§2. Met uitzondering van alarmsystemen om inbraak te voorkomen of om de aanwezigheid van een indringer of rook aan te geven, is het verboden om over te gaan tot het gebruik of de plaatsing van elk toestel dat - al dan niet ultrasoon - geluid produceert dat hinderlijk is of hinderlijk kan worden voor een of meerdere personen die zich op de openbare ruimte bevinden of in een voor het publiek toegankelijke plaats of inrichting.

§3. In geval van overtreding van dit artikel kan de politie de overtreder het bevel geven om de plaats te verlaten. In geval van weigering om het bevel onmiddellijk op te volgen kunnen alle voorwerpen ter ondersteuning van het optreden of de activiteit in beslag worden genomen via een administratieve maatregel.

Artikel 92.

Het is verboden aan te bellen of aan te kloppen om de bewoners lastig te vallen.

Artikel 93.

Het is verboden om leeggoed in glascontainers of het containerpark te deponeren tussen 22 uur en 7 uur 's ochtends, om de rust van de bewoners niet te verstoren.

Sectie 2. Machines met motor

Artikel 94.

Het gebruik van grasmaaiers en andere tuinmachines die door een motor worden aangedreven, is verboden op zondagen en wettelijke feestdagen.

Op andere dagen is het gebruik ervan verboden tussen 20 uur en 7 uur.

Artikel 95.

§1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid of buiten de door deze overheid toegestane zones is het verboden om op afstand bestuurde modelvliegtuigen, -boten of -wagens uitgerust met verbrandingsmotor te besturen.

§2. Het gebruik van drones is toegestaan met inachtneming van de bestaande wetgeving.

§3. Deze toestellen en/of het geluid dat zij voortbrengen, mogen in geen enkel geval de openbare rust of veiligheid verstoren.

Sectie 3. Alarmsystemen

Artikel 96.

De voertuigen die zich zowel in de openbare ruimte als op private plaatsen bevinden en uitgerust zijn met een alarmsysteem, mogen in geen geval de buurt storen.

De verantwoordelijke van het voertuig (meer bepaald de bestuurder, eigenaar en bewaker van het voertuig) waarvan het alarm afgaat, moet dat zo spoedig mogelijk beëindigen. Wanneer de verantwoordelijke van het voertuig niet opdaagt binnen 30 minuten nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te maken aan de hinder op kosten en risico van de overtreder.

Artikel 97.

§1. Met een alarmsysteem uitgeruste gebouwen mogen in geen geval de buurt storen. De eigenaar, mede-eigenaar, elke houder van

een zakelijk recht of huurder van het gebouw waarvan het alarm afgaat, moet dat zo spoedig mogelijk beëindigen.

Wanneer de betrokkene niet opdaagt binnen 30 minuten nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te maken aan de hinder op kosten en risico van de overtreder.

§2. Het alarm wordt gedefinieerd als een apparaat of systeem dat waarschuwt wanneer er wordt ingebroken of om de aanwezigheid te melden van een indringer, rook of gelijk welk ander voorwerp, gebeurtenis of risico.

5. GROENE RUIMTEN

Artikel 98.

Dit hoofdstuk is van toepassing op alle gebruikers van de groene ruimten.

Naar de beoordeling van de bevoegde overheid wordt het al dan niet aangeplakt aan een of meerdere ingangen van de groene ruimten, in zijn geheel of slechts enkele fragmenten ervan.

Er kan van worden afgeweken door bijzondere reglementen die in de regel worden uitgevaardigd door de beheerder van de groene ruimte.

Artikel 99.

§1. De openingsuren van de groene ruimten zijn waar passend aangeplakt op een of meer van de ingangen. Indien de openingsuren niet worden vermeld, zijn de groene ruimten van zonsondergang tot -opgang, alsook bij stormweer, uitsluitend op eigen verantwoordelijkheid van de bezoekers toegankelijk. De bevoegde overheid kan er indien nodig de sluiting van bevelen.

§2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid mag niemand de groene ruimten betreden buiten de openingsuren of in geval van de in §1 beoogde sluiting.

Artikel 100.

Onverminderd andere bepalingen in dit reglement en behoudens toelating van de bevoegde overheid, mag niemand in de groene ruimten:

1. over de afsluitingen klimmen;
2. zich begeven op plaatsen waar de toegang verboden is;
3. gelijk welk voedsel voor zwerfdieren of duiven achterlaten, leggen of gooien;
4. de infrastructuur voor andere doeleinden gebruiken dan die waarvoor ze bestemd zijn;
5. een schuilhut inrichten in een groene ruimte, meer bepaald met het idee om erin te logeren;
6. houtspijkers of een vuur aansteken op plaatsen die hier niet voor voorzien zijn;
7. afval en omvangrijke voorwerpen deponeren of binnenbrengen;
8. er wat dan ook verkopen;
9. reclameborden of -affiches plaatsen of andere commerciële reclamemiddelen gebruiken;
10. dieren nemen, doden, verwonden, of afschrikken alsook nesten of vogeleieren vernietigen;
11. kamperen in een tent of voertuig.

Artikel 101.

De natuurlijke of rechtspersonen die toelating hebben gekregen om een, al dan niet permanente, activiteit te beoefenen in een groene ruimte, op zichzelf of door anderen, moeten de nodige schikkingen treffen om het eventuele afval te verwijderen. Behoudens toelating van de bevoegde overheid mag dit afval niet worden opgeslagen in de groene ruimte.

Artikel 102.

De toegang tot groene ruimten en tot gemeentelijke speelpleinen of -velden is verboden voor personen die onder de invloed van psychotrope stoffen zijn en voor personen die zich onwettig of ongepast gedragen.

Artikel 103.

Behoudens door de bevoegde overheid afgegeven toelating mag niemand in de groene ruimten, door welk gedrag dan ook, overgaan tot spelen die de gebruikers kunnen hinderen of de rust van de plaats of van de bezoekers kunnen verstoren.

Artikel 104.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden:

- knoppen, bloemen, gras, stenen, aarde of planten te verwijderen;
- dood hout en andere materialen te verzamelen;
- op breukstenen te klimmen en zich op de plaatsen te begeven die verboden zijn, aangegeven door borden.

Het is verboden om bomen te verminken, te schudden of te ontschorsen, takken, bloemen of andere planten af te rukken of af te snijden, palen en andere voorwerpen ter bescherming van aanplantingen uit te rukken, wegen en paden te beschadigen, bloemperken en plantendecken te betreden, te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

Artikel 105.

Behoudens voorafgaande toelating van de bevoegde overheid mag geen enkel motorvoertuig, met inbegrip van elektrische voertuigen, in groene ruimten rijden of er parkeren. Het is dus verboden om met een voertuig stil te staan op beplanting, met inbegrip van grasperken. Dit verbod is niet van toepassing op voertuigen en dieren van de diensten van het gemeentebestuur, de politie, de hulpdiensten of de diensten die de toelating van de bevoegde overheid hebben of die handelen in uitvoering van een overeenkomst met deze overheid.

Artikel 106.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden om de plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Artikel 107.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid of specifieke signalering is het verboden om er te vissen en te jagen.

Artikel 108.

Wie dit hoofdstuk overtreedt of weigert rekening te houden met de opmerkingen van een gemachtigde persoon, kan worden verzocht de betrokken groene ruimte te verlaten.

Artikel 109.

§1. De toegang tot grasperken is toegelaten voor personen en de dieren die deze personen vergezellen, tenzij borden of andere inrichtingen dit verbieden.

§2. Voor voertuigen is de toegang tot grasperken verboden, tenzij specifieke borden dit toestaan.

§3. Borden kunnen de op grasperken toegelaten activiteiten ook beperken. De gebruikers van de grasperken dienen dan die borden in acht te nemen. Op plaatsen waar boogschieten of andere sporten of spelen toegelaten zijn, dienen de organisatoren en de deelnemers alle maatregelen te nemen om de veiligheid van de beoefenaars, toeschouwers en voorbijgangers te waarborgen en de rust van de andere gebruikers van de groene ruimte niet te verstoren.

§4. De toegang tot de grasperken gebeurt enkel op de verantwoordelijkheid van de gebruikers.

§5. De bevoegde overheid kan van paragraaf 1 tot 3 afwijken voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

6. DIEREN

Artikel 110.

Behoudens bijzondere reglementering of aanduiding moeten dieren met alle middelen, en minstens met een korte leiband, aangelijnd zijn op elke plaats in de openbare ruimte, met inbegrip van galerijen en doorgangen op privégrond, toegankelijk voor het publiek.

Artikel 111.

De eigenaars van dieren of de personen die, al is het maar occasioneel, op de dieren letten, dienen erover te waken dat de dieren:

- het publiek op geen enkele manier storen;
- aanplantingen, bloemen, bomen, struiken, brandhout of andere voorwerpen op de openbare ruimte niet beschadigen;
- geen nadeel berokkenen aan andere dieren.

Artikel 112.

Het is op de openbare ruimte verboden om:

1. om het even welk dier te laten rondzwerven. Rondzwervende dieren worden geplaatst overeenkomstig de wet betreffende de bescherming en het welzijn van dieren;
2. dieren in een geparkeerd voertuig te laten als dat een gevaar of ongemak kan opleveren voor personen of voor de dieren zelf. Deze bepaling is eveneens van toepassing in voor het publiek toegankelijke parkings;
3. agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten, bij zich te hebben als ze geen muilband dragen of als ze drager zijn van besmettelijke ziekten. Deze bepaling is ook van toepassing op voor het publiek toegankelijke plaatsen;
4. een dier of dieren bij zich te hebben waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zou kunnen brengen;
5. zijn hond tot de aanval of tot agressiviteit aan te laten hitsen of hem voorbijgangers te laten aanvallen of achtervolgen, ook al brengt dat geen enkel kwaad of schade teweeg. Deze bepaling is niet van toepassing op de politiediensten.
6. zich er te bevinden met gevaarlijke dieren of deze te vertonen, zelfs in kooien of gesloten voertuigen. Dit verbod is niet van toepassing op rondtrekkende circussen die door een gemeente trekken of die de toelating hebben ontvangen om er zich te installeren. Onder agressief of gevaarlijk dier wordt verstaan, ieder dier dat, door toedoen van zijn baasje, door een gebrekkig toezicht door zijn baasje of om welke andere reden ook, een persoon intimideert, lastigvalt of uitdaagt of de openbare veiligheid, de vlotte doorgang en het goede nabuurschap schaadt.
7. voertuigen en andere machines te laten bewaken door honden, zelfs als deze vastgebonden zijn of zich in wagens bevinden.

Artikel 113.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid, is het africhten van een dier op de openbare ruimte verboden. Deze bepaling is niet van toepassing op de africhting van dieren door de politiediensten en het leger.

Artikel 114.

Het is verboden om dierengevechten te organiseren, aan te moedigen, eraan deel te nemen of een dier eraan te laten deelnemen.

Artikel 115.

§1. Het baasje of de hoeder van het dier is verplicht om de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.

§2. Het baasje of de hoeder van het dier moet op elk ogenblik beschikken over minstens één zakje om de uitwerpselen van het dier op te rapen.

Dit zakje moet op verzoek van een gemachtigde persoon of de politie worden getoond. Zakjes met uitwerpselen mogen enkel in de openbare vuilnisbakken worden achtergelaten.

§3. Zijn vrijgesteld van het oprapen van de uitwerpselen van hun hond buiten de speciaal daarvoor ingerichte plaatsen de slechtziende of blinde hoeders van dieren die vergezeld zijn van hun geleidehond.

Artikel 116.

Met uitzondering van de assistentie- honden van gehandicapten en mindervaliden is het verboden om eender welk dier, zelfs wanneer het met een gepast middel wordt vastgehouden, binnen te brengen in inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn en waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een huishoudelijk reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de lokalen en van de personen in de voedingssector.

Artikel 117.

Het is verboden om gelijk welk dier naar speelpleinen mee te nemen.

Artikel 118.

De dieren die een gevaar betekenen voor het leven of voor de lichamelijke integriteit van personen, van andere dieren of voor de veiligheid van goederen, kunnen door een politieagent of -ambtenaar worden onttrokken aan het vrije gebruik van de eigenaar, de bezitter of houder ervan om de openbare veiligheid en rust te bewaren. Hetzelfde geldt voor dieren die blijkbaar worden mishandeld door de eigenaar, bezitter of houder. De verbeurdverklaring gebeurt op kosten en risico van de eigenaar, bezitter of houder van het dier.

Artikel 119.

Het is verboden om huisdieren op de openbare weg en in parken, waterpartijen en fonteinen los te laten lopen.

7. GEMENGDE MISDRIJVEN

Artikel 120.

Overeenkomstig de GAS – wet en onverminderd de protocolakkoorden afgesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen kan de sanctionerend ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in de artikels 3,1° en 2° van de GAS – wet.

8. STILSTAAN EN PARKEREN

Artikel 121.

Overeenkomstig de GAS - wet en onverminderd het protocolakkoord afgesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan door de sanctionerend ambtenaar een administratieve sanctie worden opgelegd voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3° volgens de voorwaarden bepaald door de Koning.

Artikel 122.

Overeenkomstig artikel 3, 4°, en 33 van de GAS – wet zal de houder van de kentekenplaat van een voertuig die de identiteit van de onmiskenbare bestuurder op het ogenblik van de feiten niet kenbaar maakt binnen dertig dagen na de kennisgeving van de overtreding, kunnen worden bestraft met een administratieve geldboete, behalve wanneer hij diefstal, fraude of overmacht kan bewijzen.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 mei 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,



Cécile JODOGNE